

Carmelo Virone

KARL POLANYI ET MICHEL FOUCAULT: DEUX PENSÉES POUR S'ARMER CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Éditions Smart | Les cahiers | 2020

Smart

LE CADRE DE NOS VIES

Si nous voulons que notre action soit efficace, il nous faut connaître de la façon la plus précise possible le cadre dans lequel nous la déployons et sur quoi portent ses effets. Notre cadre, le cadre mondial de nos vies aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle le néolibéralisme, néo, pour le distinguer du libéralisme classique, celui qui a prévalu, en gros et pour fixer des limites très symboliques, depuis les lendemains de la Révolution française, 1789, jusqu'à la chute du mur de Berlin deux siècles plus tard, en 1989.

Je voudrais parler ici du libéralisme et du néolibéralisme à partir de l'enseignement que l'on peut tirer de deux livres essentiels qui me sont apparus très complémentaires, même s'ils rayonnent et agissent dans des sphères intellectuelles et sociales assez différentes.

Le premier a été écrit en anglais par un économiste hongrois, Karl Polanyi. Il s'intitule *La grande transformation* et porte un sous-titre qui en dit long sur son ambition historique : « *Aux origines politiques et économiques de notre temps* ». Son édition originale date de 1944. Sa traduction française n'a été publiée qu'une quarantaine d'années plus tard, en 1983. Depuis, il est devenu l'un des ouvrages de référence majeurs de l'économie sociale et solidaire.

Le second, *Naissance de la biopolitique*, n'a pas été conçu initialement comme un livre. Il n'existe sous cette forme que parce que l'auteur, le philosophe Michel Foucault, est mort prématurément en 1984, victime du sida. *Naissance de la biopolitique* réunit les leçons publiques qu'il a données au Collège de France, durant l'année académique 1978-1979. Il a été réalisé à partir d'enregistrements de ses conférences et publié en 2004. Les analyses de Foucault y apparaissent d'une clairvoyance stupéfiante, expliquant et décrivant dès la fin des années 1970 une vision économique-politique dont nous subissons pleinement les effets aujourd'hui.

2004, année où sort *Naissance de la biopolitique*, c'est 60 ans après la première édition de *La grande transformation*, 40 ans après la mort de Polanyi, 20 ans après celle de Foucault lui-même. La belle régularité de cet échelonnement n'a pas qu'une valeur symbolique. Elle donne la mesure de la distance que l'histoire confère aux regards qui se succèdent. On regarde le passé en fonction de ce qu'on vit au présent.

TABLE DES MATIÈRES

LE CADRE DE NOS VIES	3
1—KARL POLANYI LA GRANDE TRANSFORMATION AUX ORIGINES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE NOTRE TEMPS (1944)	5
2—MICHEL FOUCAULT NAISSANCE DE LA BIOPOLITIQUE COURS AU COLLÈGE DE FRANCE (1978-1979)	25
3—CONCLUSION QUEL INTÉRÊT?	49
SOURCES ET RESSOURCES	55

Les Cahiers de Smart rassemblent des études critiques destinées à fournir des outils de réflexion sur le travail aujourd'hui, en particulier chez les freelances de toutes disciplines, et sur la problématique de la coopération.

Cette collection est publiée sous licence Creative Commons avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui subventionne l'APMC Smart.

Toutes nos analyses d'éducation permanente sont disponibles sur le site www.smartbe.be, onglet « publications ».

Quand Polanyi écrit *La grande Transformation*, il peut croire que, depuis une vingtaine d'années, le libéralisme vit ses derniers soubresauts, avec la Première Guerre mondiale, avec la crise de 1929 qui a dévasté l'économie et conduit des millions de gens dans la misère, avec la prise de pouvoir par les fascistes et les nazis qui ont planifié leur économie pour la guerre, avec enfin cette Seconde Guerre mondiale dont l'issue est proche en cette année 1944. Tous ces bouleversements, chaotiques et meurtriers, rendent impossible, impensable à ses yeux le redéploiement, dans le monde à reconstruire, d'une idéologie aux effets à ce point dévastateurs.

Foucault va montrer au contraire comment un libéralisme d'un type tout nouveau s'est mis en place, au sortir de la guerre 1940-1945, et quelles ont été ses prémices, précisément durant cette période de l'entre-deux-guerres durant laquelle Polanyi a cru voir se multiplier les signes de la fin du système. Quand Foucault donne son cours, la France a pour Président Valéry Giscard d'Estaing et pour Premier ministre un professeur d'économie du nom de Raymond Barre. En Angleterre, en cette année 1979 où Foucault explique les principes à l'œuvre dans le néolibéralisme, c'est Margaret Thatcher, celle que l'on surnommera la Dame de Fer, qui accède au poste de Première ministre. C'est elle qui la première va appliquer rigoureusement les principes élaborés par les théoriciens de ce néo-libéralisme, notamment par l'économiste Friedrich Hayek, dont nous reparlerons. Hier Thatcher, aujourd'hui tas de cendres, Margaret est morte depuis un moment, mais malheureusement la politique brutale qu'elle a appliquée entre 1979 et 1990 comme cheffe du gouvernement britannique n'a cessé de gagner du terrain à travers le monde. Nous y reviendrons aussi plus tard, car il nous faut avancer pas à pas.



1 — KARL POLANYI LA GRANDE TRANSFORMATION AUX ORIGINES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE NOTRE TEMPS (1944)

UN SAVOIR PEU COMMUN

La grande transformation n'est pas toujours d'un accès aisé, notamment en raison de la culture et de l'érudition peu communes dont l'auteur fait preuve, tant dans les domaines de l'anthropologie et de l'histoire que dans les questions de politique et d'économie.

Sans vouloir ôter quoi que ce soit à ses mérites propres, il faut dire que Karl Polanyi a baigné dans un milieu familial exceptionnel. Chez les Polanyi, c'est un peu comme chez Pierre et Marie Curie : science et savoir à tous les étages et transmission d'une génération à l'autre d'une vive curiosité intellectuelle. Le frère de Karl, Michael, est un savant tout-terrain qui a excellé dans des disciplines aussi différentes que la chimie, la philosophie et l'économie. Cécilia, la mère de Karl et Michael, a tenu pendant des années à Budapest un salon fréquenté par tous les artistes et intellectuels du temps et, *last but not least*, le fils de Michael, John Charles, Janos Karoly en hongrois, obtiendra pour ses recherches rien moins qu'un prix Nobel de Chimie.

Cette immense culture que Karl Polanyi convoque pour étudier la naissance et les caractéristiques du libéralisme peut parfois faire obstacle à la compréhension de son propos. En effet, il brasse l'histoire mondiale et la vie de l'ensemble des sociétés humaines comme si les événements historiques ou politiques auxquels il se réfère étaient connus de tous. Il en va de même pour les mécanismes économiques et financiers qu'il décrit : il est évident qu'il s'adresse à des lecteurs qui s'y connaissent en la matière. Polanyi se montre en outre très critique par rapport au discours traditionnel des économistes, qu'il réfute de façon serrée. On peut donc se perdre à la lecture et je me suis égaré plus d'une fois dans les méandres de ses explications. D'autant plus que c'est principalement à partir de l'Angleterre, de l'histoire et de la juridiction anglaises que l'auteur décrit la constitution progressive de l'économie de marché. C'est là, en effet, que les choses se sont mises en place, en même temps que la Révolution industrielle, avant que le phénomène ne gagne le Continent européen. Mais cette histoire de l'Angleterre, on ne la connaît pas forcément en détail, sur les rives francophones de la Manche.

Ne nous laissons pas arrêter par ces obstacles. C'est de notre monde qu'il s'agit et si nous voulons le changer, nous devons savoir à quoi nous atteler.

UNE ÉCONOMIE HORS DU MARCHÉ

Il n'est pas nécessaire de tout connaître et de tout comprendre pour dégager dans *La grande transformation* quelques idées fortes, qui nous seront utiles pour orienter notre action.

La première et la plus importante, c'est que le marché de libre échange n'est pas une donnée inhérente aux sociétés humaines, une manière de s'organiser qui découlerait naturellement de l'activité des hommes. C'est au contraire une construction historique que l'on peut décrire très précisément et qui d'emblée a suscité de nombreuses tensions, d'importants conflits d'intérêt. Et bien sûr, tout ce qui a été construit un jour peut être défait, même si c'est à coups de marteau.

Pour montrer qu'une société peut très bien vivre, se développer, atteindre de hauts niveaux de civilisation en l'absence d'une économie de marché, l'auteur en appelle à ses vastes connaissances anthropologiques. Il se réfère ainsi à l'organisation des sociétés qu'on dit primitives, comme celles des îles Trobriand, qui ont fasciné de nombreux anthropologues, pour montrer comment leur économie repose sur d'autres principes que ceux qui fondent la nôtre. Il s'intéresse aussi aux grandes civilisations antiques, la Grèce, la Perse, l'Égypte ancienne. Il va voir enfin du côté des sociétés féodales en Europe ou en Afrique.

Dans toutes ces organisations, il montre que le système du marché, s'il existe, n'occupe qu'une position très marginale et que ce qui motive le travail ou les échanges entre les personnes, au sein d'un village ou d'un même groupe, aussi bien que les échanges entre des groupes parfois éloignés, comme un village au bord de la mer et un autre situé à l'intérieur des terres, ce qui motive toute cette activité humaine parfois très importante, ce n'est pas l'appât du gain, ni le profit individuel. L'économie ne dicte pas sa loi. Elle s'intègre au contraire dans l'ensemble de la vie sociale. Comme l'explique Polanyi, « *La coutume et le droit, la magie et la religion induisaient de concert l'individu à se conformer à des règles de comportement qui lui permettaient en définitive de fonctionner dans le système économique* » (p. 102). « *Les relations sociales de l'homme englobent en règle générale son économie*, écrit-il encore. *L'homme agit de manière non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux.* » (p. 91).

Disant cela, Polanyi se sert des connaissances anthropologiques de son temps pour montrer que la conception que les penseurs libéraux se font de l'histoire de l'économie est fautive. Le libre marché n'est pas du tout le fruit d'une évolution naturelle et universelle dont les prémices auraient été présentes dans les organisations sociales les plus éloignées dans le temps, en particulier sous la forme du troc. Cette histoire-là n'est qu'une fiction, qui permet de légitimer les politiques développées au nom du libre marché, un mythe qui, sous couvert de naturalité, offre une justification à la violence du système, violence considérée comme la conséquence inéluctable d'un mécanisme vital et destinée à se résorber naturellement avec l'accroissement de la prospérité générale.

Mais si l'économie de toutes ces sociétés ne reposait pas sur le marché, contrairement à ce qui deviendra le cas, de plus en plus, à partir de la fin du XVIII^e siècle, sur quoi reposait-elle ? Polanyi distingue trois types d'organisation économique, qui ont une portée universelle dans la mesure où ils se retrouvent dans toutes les sociétés et à toutes les époques, y compris dans des sociétés avancées comme celle où nous vivons, où nous avons de plus en plus de mal à vivre. Ces trois types d'organisation sont la réciprocité, la redistribution et l'économie domestique.

La réciprocité s'opère entre entités équivalentes : entre deux personnes, deux familles, deux villages, deux communautés. Elle repose sur un système d'obligations réciproques et la pratique du don et du contre-don. La valeur de ces dons ne se mesure pas en termes monétaires. En vous rendant un service ou en vous offrant un bien, j'exprime la considération que je vous porte. Ma générosité me permettra en retour d'acquiescer une forme d'estime, de prestige que vous exprimerez en m'offrant à votre tour quelque chose qui me donnera satisfaction. Ces échanges contribuent à renforcer notre estime réciproque en même temps qu'ils nous aident chacun à mieux vivre. En définitive, ils renforcent la cohésion du groupe auquel nous appartenons l'un et l'autre. C'est sur cette réciprocité qu'est fondée la notion contemporaine du pair-à-pair, du P2P, développée d'abord dans le milieu de l'informatique pour désigner une technologie permettant l'échange direct de données entre ordinateurs reliés à Internet, sans passer par un serveur central, puis employée dans le cadre de l'économie collaborative.

La redistribution est une pratique qui a toujours cours, au cœur même de notre société, même si nous ne nous en rendons pas toujours compte. Elle ne repose pas sur l'échange entre pairs mais sur la mutualisation des

ressources et le recours à une référence centralisatrice qui dispose d'une autorité reconnue par tout le monde. Cette autorité peut être incarnée par le chef du village, ou bien la matriarche, ou l'État, ou encore dépendre de l'accord formel que nous prenons au sein d'un groupe et dont chacun s'engage à respecter les termes.

Au retour de la chasse, nous mettons notre butin en commun, et chacun en reçoit une part, en fonction des règles en vigueur, qu'il ait ou non participé à la chasse et qu'au cours de cette chasse, il ait réussi ou non à attraper beaucoup d'antilopes ou de grives. Et si c'est un bison ou un sanglier dont nous avons pu ramener la dépouille en unissant nos efforts, alors c'est bombance, et l'on ne manquera pas de remercier la nature pour sa générosité envers nous, les humains.

Dans notre société, la redistribution repose sur deux piliers essentiels : d'une part, l'impôt qui finance les institutions de l'État, les infrastructures et les services publics et, d'autre part, les cotisations sociales prélevées sur les revenus du travail qui, en alimentant les caisses de la sécurité sociale, permettent de payer les pensions de retraite ou les allocations familiales, de rendre les soins de santé accessibles à tous, même aux plus démunis, et font en sorte que les personnes malades ou sans emploi puissent survivre grâce à une allocation versée par leur mutuelle ou une caisse de chômage.

En cette année 2020, où la crise sanitaire a provoqué un net ralentissement de l'activité économique et privé des centaines de milliers de personnes de leur emploi, au moins pour un temps, on a vu comment ce mécanisme de redistribution a permis, via des allocations de chômage, de limiter la casse, socialement parlant. Et c'est la même logique redistributive qui préside aux mesures de relance des entreprises : l'Union européenne va injecter des milliards d'euros pour répondre aux besoins de liquidités des entreprises - et ceci, notons-le, sans aucune condition qui permettrait d'orienter l'économie dans le sens d'une plus grande équité sociale et fiscale ou d'une production moins prédatrice des ressources naturelles et moins dévastatrice de l'environnement. Nous aurons à y revenir, car cette situation caractérise exactement le rôle subalterne que doit jouer l'État par rapport au marché, dans la vision néolibérale.

On le sait, en effet, en temps ordinaire, les services publics tout comme la sécurité sociale sont les cibles majeures des politiques néolibérales d'aujourd'hui. Au plan international, les forces qu'elles mettent en branle

s'efforcent de limiter au maximum les prérogatives des États, de limiter ce qui relève de leur pouvoir régalién, comme on le voit avec les accords d'échanges internationaux qui prévoient l'intervention de cours de justice privées pour régler les conflits liés au marché. Les multinationales s'arrangent par ailleurs pour ne pas payer d'impôt dans les pays où, pourtant, elles font de plantureux bénéfices. Au plan intérieur, on voit comment, de réforme des retraites en limitation des droits aux allocations et en réduction des dépenses de santé, les mêmes forces s'attaquent à nos acquis de sécurité sociale. Il s'agit dans tous les cas de remplacer les puissances publiques par de puissants acteurs privés et de supprimer les mécanismes de redistribution pour faire place au libre marché et au jeu de la concurrence, par exemple en remplaçant les mutuelles par un système d'assurances individuelles où ceux qui paient le plus seront les mieux couverts.

Le troisième grand principe d'organisation économique en dehors du marché est lui aussi connu de tous, puisqu'il s'agit de **l'administration domestique**. C'est une économie qui se développe dans une forme d'autarcie. Jardiner, élever quelques poules pour leurs œufs, tricoter un pull, faire de la confiture avec des mûres qu'on a cueillies en chemin, cuisiner des feuilles de pissenlit, fabriquer une étagère avec les planches récupérées d'un meuble abîmé... toutes ces activités où l'on produit pour son propre usage ou celui de ses proches relèvent de l'administration domestique. C'est l'occasion de rappeler que le mot économie provient de deux racines grecques, *oikos*, la maison, et *nomos*, l'administration. S'occuper de l'économie, dans les temps antiques, c'est donc veiller à la bonne organisation de la maison, en sachant que par maison, il faut entendre alors non seulement l'habitation, mais aussi ce qui s'y rattache, le champs, le verger, le bétail, les réserves, ainsi que, ne nous voilons pas la face, ces quasi-objets que sont les esclaves... Au-delà des maisons familiales, l'administration domestique peut concerner aussi bien un espace plus communautaire comme le couvent, qui est régenté au plan matériel par celui qu'on appelle précisément le *frère économ*e, ou bien encore un domaine seigneurial. Dans tous les cas, ce qui importe, c'est que l'on produit et fait des réserves pour l'usage du groupe relié à l'habitation, et non pas dans l'intention de vendre.

Ces trois principes, qui peuvent coexister, n'excluent pas l'existence d'échanges commerciaux, mais le commerce vient en complément du reste et ne dicte pas ses exigences à la société tout entière. Il ne relève pas du libre marché soi-disant auto-régulé. Il est au contraire étroitement

limité par diverses réglementations et coutumes. Il n'a qu'un rôle secondaire, car il ne fournit pas « *ce qui est nécessaire pour vivre* » (p. 109). Et pour l'essentiel, c'est un commerce strictement local, un marché de voisinage où ce qui se vend, production agricole comme produits artisanaux, est issu d'un environnement très proche. Du point de vue économique, on peut décrire alors l'activité des territoires comme celle « *d'innombrables ménages autosuffisants de toutes tailles et de modestes marchés locaux situés dans les villages* ».

Il existe aussi un commerce extérieur. On va chercher au loin ce qu'on n'a pas chez soi : une matière qui permet de teindre les tissus ou de colorer la peau, des pierres dures utiles pour moudre le grain, des épices précieuses... Et si l'on n'arrive pas à obtenir ce que l'on souhaite par la négociation, alors on s'en empare par la force, comme des pirates. Mais en définitive, ce commerce extérieur n'a qu'une importance marginale, il affecte peu la vie quotidienne des gens, même s'il va contribuer au développement des villes portuaires.

ENCLOSURES ET PREMIÈRES INDUSTRIES

Dans plusieurs pays d'Europe, un premier grand bouleversement de l'économie traditionnelle a été provoqué par le mouvement des enclosures, qui se développe en Angleterre aux XVI^e et XVII^e siècles. Très concrètement, on commence alors à clôturer par des haies ou des barrières des champs jusque là ouverts (*openfield*). C'est-à-dire qu'on remplace un système de coopération et de communauté d'administration des terres par un système de propriété privée. Et cette privatisation marque la fin des droits d'usage, en particulier des communaux, dont bon nombre de paysans dépendaient. Il s'agissait de biens (des bois, des prés, des landes et des marais) dont une communauté pouvait avoir l'usage, selon des règles déterminées.

« *C'est à juste titre, écrit Polanyi, qu'on a dit des enclosures qu'elles étaient une révolution des riches contre les pauvres. Les seigneurs et les nobles bouleversaient l'ordre social et ébranlaient le droit et la coutume d'antan, en employant parfois la violence, souvent les pressions et l'intimidation. Ils volaient littéralement leur part de communaux aux pauvres et abattaient les maisons que ceux-ci, grâce à la force jusque là inébranlable de la coutume, avaient longtemps considérées comme leur appartenant, à eux et à leurs héritiers.*¹ »

¹ Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, coll. Tel, p.77.

La privatisation des terrains a eu un effet économique positif, dans la mesure où elle a conduit un accroissement de la productivité des sols. Les clôtures ont aussi favorisé l'élevage, des moutons en particulier, ce qui a conduit certains paysans à développer un nouveau travail en filant la laine à domicile. Mais le mouvement des enclosures a aussi provoqué d'immenses ravages sociaux, vidant et détruisant des villages entiers, transformant les habitants « *d'honnêtes laboureurs qu'ils étaient en une tourbe de mendiants et de voleurs* », comme l'écrit encore Polanyi².



Enluminure extraite du « Livre du chemin de long estude » de Christine de Pisan, 1400-1410 | Via Gallica / BnF

² *Ibidem.*

MACHINES ET MARCHÉS

Une économie de marché, c'est une économie où tout s'achète et tout se vend. Un bien, un service, un travailleur, une terre, l'eau de la source, tout est marchandise et tout a un prix mesurable en unités monétaires, c'est-à-dire en argent. C'est le jeu de l'offre, de la demande et de la libre concurrence qui permettra de fixer le juste prix pour chaque chose. Et pour qu'une telle économie puisse se développer, il faut que la société tout entière devienne une société de marché, que toute son organisation soit orientée de telle sorte que rien ne vienne entraver ce marché mais, au contraire, le favorise et le stimule.

Polanyi explique très clairement cet effet de système de l'économie de marché. Historiquement, le développement de l'économie de marché va de pair avec l'industrialisation, qui prend son essor en Angleterre au XVIII^e siècle, avec le traitement mécanique du coton et la fabrication industrielle du drap. On peut considérer les enclosures comme une étape préalable à cette évolution. En effet, l'élevage des moutons dans les enclos avait permis la production de laine destinée à l'exportation. Certains paysans privés de terre ont survécu en filant la laine à la maison pour le compte des propriétaires de cette marchandise. Leurs descendants ont fourni les bataillons d'ouvriers cotonniers dont l'industrie textile avait besoin pour faire tourner ses machines.

« Comme les machines complexes sont chères, écrit Polanyi, elles ne sont rentables que si de grandes quantités de biens sont produites. On ne peut les faire fonctionner sans perte qu'à condition que l'écoulement des biens soit raisonnablement assuré et que la production ne soit pas interrompue par manque des matières premières nécessaires à l'alimentation des machines. Pour le marchand, cela signifie que tous les facteurs impliqués doivent être en vente, c'est-à-dire qu'ils doivent être disponibles en quantité voulue pour quiconque est prêt à les payer. Si cette condition n'est pas remplie, la production à l'aide de machines spécialisées est trop hasardeuse pour être entreprise, et du point de vue du marchand, qui risque son argent, et de la communauté dans son ensemble, qui en arrive à dépendre d'une production ininterrompue pour ses revenus, ses emplois et son approvisionnement » (p.85).

À partir de cette époque, industriels et marchands vont tout mettre en œuvre pour que ce marché fonctionne au mieux. Pour Polanyi, c'est cette dynamique qui a été le moteur de l'histoire occidentale jusqu'à la Première Guerre mondiale et cet entre-deux-guerres chaotique dans

lequel il a cru voir se multiplier les signes annonçant la fin du libéralisme. L'industrie va commencer à prendre le pas sur l'agriculture ; les villes accueilleront la main d'œuvre des campagnes qui se dépeuplent ; sous prétexte d'âmes à évangéliser pour qu'elles puissent être accueillies dans la maison de Dieu, les grands marchands et les banques trouveront dans les forces colonisatrices leurs meilleurs alliés ; afin de stabiliser leurs affaires, les oligarchies européennes useront de leur pouvoir d'influence, économique et politique, pour limiter les tensions entre nations. À cet égard, Polanyi fait remarquer que pendant un siècle, depuis la fin des guerres napoléoniennes (Waterloo, 1815) jusqu'au premier conflit mondial, l'Europe n'a connu que des guerres limitées, n'impliquant pas de grandes coalitions internationales.

Selon l'idéologie libérale, ce passage à l'économie de marché correspondrait à une évolution naturelle des échanges humains, dans une société qui trouve là le moyen rationnel de favoriser la prospérité générale, en passant d'une économie de stricte subsistance à une société d'abondance. Polanyi montre qu'il n'en est rien. Loin d'être spontanée, cette évolution n'a été possible qu'en raison de deux actions parallèles :

1 — Un travail politique systématique pour changer la manière dont la société était organisée. Pour ne citer qu'un seul exemple, en France, le gouvernement révolutionnaire a promulgué en 1793 une loi qui a organisé la cession des biens communaux à des particuliers. Les terres, comme de très nombreux bois, sont devenus des biens privés : plus question d'en avoir l'usage sans payer une location au propriétaire. En outre jusqu'à l'instauration du suffrage universel masculin, qui ne fut établi dans de nombreux pays qu'au sortir de la Première Guerre mondiale, ce sont la propriété et les revenus en découlant qui ouvraient l'accès aux droits politiques (droit de vote et éligibilité). Ainsi se concrétise politiquement la domination sociale des possédants, qu'ils soient propriétaires des terres ou des moyens de production industrielle.

2 — Un travail culturel tout aussi systématique pour changer les mentalités : « *La transformation*, explique Polanyi, suppose chez les membres de la société un changement de leur mobile d'action : le mobile du gain doit se substituer à celui de la subsistance. » Dans le discours libéral, et dans la science économique qui se constitue tout au long du XIX^e siècle, toutes les raisons qui peuvent justifier les échanges humains sont en définitive réduites à une seule : l'intérêt, le bénéfice matériel qu'on peut en tirer.

DES CHANGEMENTS CULTURELS MAJEURS

Pour qu'il y ait économie de marché, il faut que tout puisse s'acheter et se vendre, y compris ce qui n'est pas produit pour être vendu, comme la terre et ses ressources naturelles, comme les hommes et les femmes contraints de vendre leur force de travail à un patron pour survivre.

Polanyi montre que pouvoir acheter de la terre est en soi le produit d'un changement culturel majeur. Dans le système féodal, la terre ne relève pas du commerce mais de l'organisation sociale tout entière. « *Son statut et sa fonction étaient déterminées par des règles juridiques et coutumières* », explique-t-il (p. 119).

« *La question de savoir si sa possession était ou non transférable et si oui, à qui et avec quelles restrictions ; ce que comportaient les droits de propriété ; à quel usage on pouvait consacrer certains types de terre : toutes ces questions étaient soustraites à l'organisation de l'achat et de la vente et soumises à un ensemble entièrement différent de réglementations institutionnelles.* » (ibid. 119). Il en va de même pour l'organisation du travail, dans le système des corporations qui prévaut jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

« *Les relations entre maître, compagnon et apprenti ; les conditions de travail ; le nombre des apprentis ; le salaire des ouvriers : tout était réglementé par la coutume et par l'autorité de la corporation et de la ville.* » (ibid. 119).

On pourra se faire une idée de la puissance et du prestige des corporations en pensant à la grand-place de Bruxelles : la plupart des immeubles composant cet ensemble classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO étaient des maisons de corporations : Corporations des Tailleurs, des Peintres, des Boulangers, des Meuniers, les Charpentiers et Charrons, etc.

En France, ce système sera aboli dans les premières années de la République, en 1791, par la loi Le Chapelier, qui interdit la poursuite de cette institution associée aux privilèges de l'Ancien régime, mais surtout qui servira pendant un siècle à réprimer toutes les tentatives d'association syndicale des ouvriers. Il faudra en effet attendre la fin du XIX^e siècle, 1884 précisément, pour que les syndicats soient enfin légalisés en France. La Belgique connaît une évolution similaire. Même si le droit de s'associer est reconnu par la Constitution, les mouvements ouvriers sont durement réprimés et les grèves considérées comme des délits jusqu'en 1921.

LES ORIGINES DU MARCHÉ

Tout cela ne nous dit pas comment on est passé du monde ancien aux Temps modernes, d'une situation où l'économie était encadrée dans l'organisation sociale, qui régissait tout à la fois le travail et les échanges commerciaux, à une situation où l'économie devient autonome et s'efforce par tous les moyens de mettre la politique au service du développement du marché et de la libre concurrence.

Et d'abord il faut expliquer comment est né ce marché, comment il s'est constitué, comment il s'est imposé comme forme d'organisation hégémonique.

On croit trouver une explication quand on se raconte l'histoire suivante : au début, les communautés pratiquent le troc, puis les échanges se complexifient, on ne dispose pas forcément de choses à troquer pour acquérir le bien dont on a besoin ou envie, alors, déjà dans des temps très anciens, on invente l'argent, comme médiateur d'échange généralisé.

L'explication semble évidente, logique, naturelle. Le problème est qu'elle est fautive : c'est une pure fiction destinée à légitimer à posteriori le système du marché, en le décrivant précisément comme le fruit d'une évolution naturelle. Il faut insister sur cette approche naturaliste pour la mettre en cause, car elle est le fruit d'à priori idéologiques : aucun anthropologue n'a jamais trouvé trace d'un tel fonctionnement dans les sociétés traditionnelles.

Le marché est une construction moderne, qui s'est constituée à partir de la conjonction de deux dynamiques complémentaires.

DE NOUVEAUX MONDES

Il faut d'abord noter la **montée en puissance des marchands internationaux**, avec une date symboliquement cruciale : 1492, l'année de la découverte de l'Amérique. Polanyi lui-même ne s'y réfère pas mais on peut la prendre comme balise. Pour les Européens, l'Amérique, c'est à la fois un nouveau monde qui s'ouvre, le déploiement d'un espace inconnu qu'on va se mettre à explorer pour en prélever toutes les richesses possibles, mais c'est aussi le point de départ d'une extraordinaire ouverture culturelle. C'est un événement tout-à-fait inédit, qui va donner une grande impulsion au développement des sciences, et d'abord celles dont les marchands ont besoin pour leurs expéditions maritimes. En effet, puisque tout ce qui fonde la tradition, c'est-à-dire l'héritage de la pensée

antique et les saintes écritures, ne dit rien de ces nouveaux territoires qui pourtant existent bel et bien et semblent regorger de richesses, on peut, on doit s'autoriser à élaborer de nouvelles pensées de nouvelles formes d'appréhension du monde qui ne dépendent ni de la tradition gréco-romaine, ni de la Bible.

Parmi ces savoirs nouveaux qui ont facilité les échanges commerciaux, il convient de mentionner, même si Polanyi lui-même ne le fait pas, la simplification et la démocratisation des techniques de calcul. Il faut se rendre compte que jusqu'au XIII^e siècle, époque à partir duquel les chiffres arabes et le zéro venu de l'Inde commencent très progressivement à être adoptés en Occident, tous les nombres s'écrivaient en chiffres romains, c'est-à-dire en lettres. Essayez d'additionner MCXXIX et DCXVI. Cette simple opération est déjà très compliquée. Maintenant, si vous devez multiplier le nombre obtenu par XVII, c'est-à-dire 17, vous vous casserez les dents, alors que sans doute, vous êtes tous capables depuis l'école primaire de montrer que $1129 + 616 = 1745$ et que, même sans calculatrice, vous arriverez, par écrit, à multiplier ce nombre par 17 pour obtenir 29 665.

Pendant des siècles, la science du calcul a été réservée à de rares spécialistes qui utilisaient des jetons ou des cailloux sur des tables quadrillées pour effectuer leurs opérations. Il faut imaginer qu'un grand érudit comme Montaigne (1533-1592), qui passe pour un des meilleurs esprits de son temps, savait qu'en latin le *calculus* est un petit caillou, mais il était lui-même incapable de calculer³, comme il le confie dans ses *Essais* !

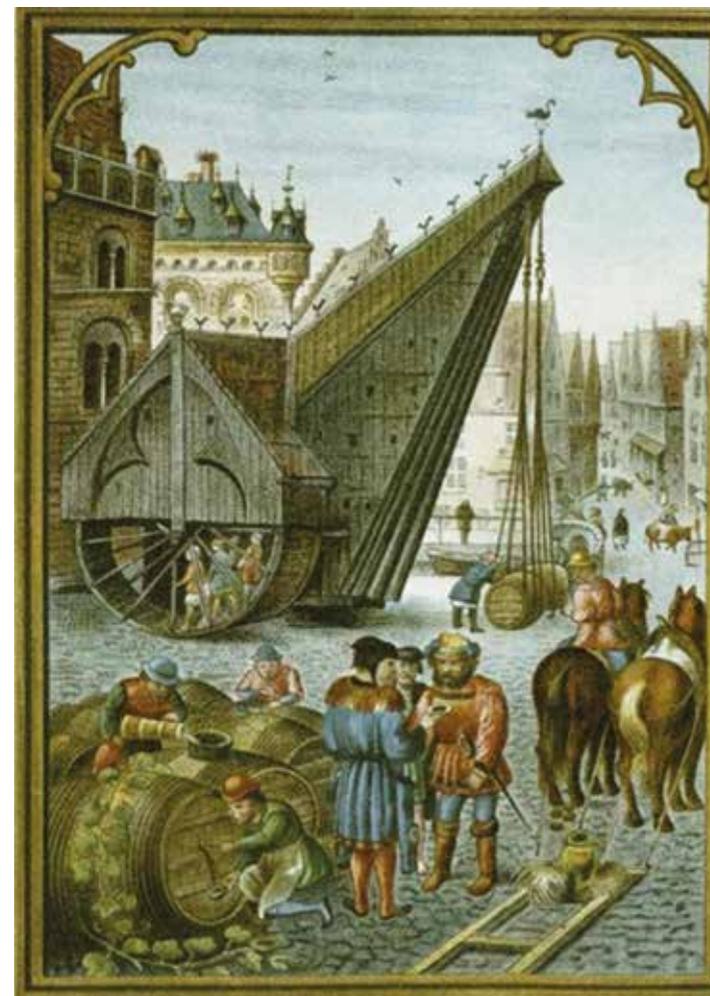
Si vous ajoutez à ces nouvelles techniques d'écriture du calcul, le mode de présentation de la comptabilité que mettent au point les marchands vénitiens en notant dans une colonne leurs sorties d'argent et dans l'autre, leurs rentrées, vous obtenez deux outils qui assurent aux commerçants une plus grande maîtrise dans la gestion de leurs affaires et rendent possibles la multiplication et la complexification des échanges.

En Amérique, au XVI^e siècle, ce sont l'or et l'argent qui excitent d'abord toutes les convoitises, l'argent et l'or dont le sol regorge comme en témoignent les trésors des peuples conquis, ceux qu'on n'appelle pas encore les Amérindiens. Pour extraire de la terre les précieux minerais, il

³ « J'ay des affaires et du ménage en main depuis que ceux qui me devançaient en la possession des biens que je jouis m'ont quitté leur place. Or, je ne sçay compter ni a get ny a plume. » Michel de Montaigne, *Essais*, II; chap.XVII, cité par Georges Ifrah, *Histoire universelle des chiffres*, Paris, 1994, Ed. Robert Laffont, coll. Bouquins, vol. 2, p.341

faut une main d'œuvre abondante. On la trouve d'abord sur place. Après la controverse de Valladolid (1550-1551)⁴, qui amènera l'église à décréter que les Indiens ayant une âme, on ne pouvait les réduire en esclavage, l'approvisionnement en main d'œuvre sera assuré par la déportation à grande échelle des habitants d'Afrique noire. Le commerce avec le Nouveau monde va dès lors reposer sur trois pôles : l'Europe où sont financées les expéditions, l'Afrique où on capture et achète les esclaves, les côtes américaines où on les revend et où l'on embarque les métaux précieux et une série d'autres ressources naturelles, comme le cuivre du Chili ou le caoutchouc d'Amazonie, pour les ramener en Europe.

Les risques sont considérables : certains navires disparaissent corps et bien, et tout l'argent investi par les armateurs est alors perdu. Mais quand les expéditions réussissent, ce qui n'est pas rare car, au fil du temps, la navigation est rendue toujours plus sûre par les avancées techniques et scientifiques, quand les bateaux rentrent dans leur port d'attache, à Londres, Hambourg, Amsterdam, Anvers, Nantes, Bordeaux ou Lisbonne, alors c'est la promesse d'un gain qui dépasse de loin ce que peuvent rapporter tous les autres investissements. C'est cette perspective de profit exceptionnel qui justifie qu'on finance ces très coûteuses expéditions par des systèmes boursiers qui permettent aux marchands de partager les risques. C'est ce processus qui va faire de ces marchands une classe de plus en plus puissante. C'est ce qui va amener ces villes portuaires à poser les jalons d'un marché de plus en plus unifié.



Marché du vin à Bruges, vers 1530. Peinture sur papier de Simon Bening

⁴ Voir notamment le roman historique de Jean-Claude Carrière, *La controverse de Valladolid*, 1992, rééd. Pocket, 2012, et le téléfilm qui en a été tiré par Jean-Daniel Verhaeghe.

UN POUVOIR PLUS CONCENTRÉ

À côté de ce développement commercial, **le second facteur** qui explique la nécessité, pour les classes dominantes, de créer un marché de libre concurrence, réside dans **la concentration du pouvoir aux mains du prince**, à l'époque de la constitution des États nations, c'est-à-dire encore une fois à partir du XVI^e siècle, ce siècle où tout bascule. Une pensée économique se développe en dehors des réflexions de l'Église, dont la doctrine officielle était très critique quant aux questions du prêt d'argent (et donc du principe même de la banque) et de l'accumulation des richesses.

L'idée se forge que, pour affermir son pouvoir en augmentant ses richesses propres, le prince a tout intérêt à s'appuyer sur la classe des marchands, et non plus comme autrefois sur la hiérarchie féodale. Il doit s'efforcer de favoriser l'essor industriel et commercial de la Nation pour augmenter les ressources tirées de l'impôt et faire en sorte, en favorisant les exportations, qu'un excédent commercial permette l'entrée dans le pays de l'or et de l'argent qui feront sa richesse.

Cette doctrine, qu'on appelle le mercantilisme, se développe à travers toute l'Europe avec plus ou moins de succès. Elle trouvera son illustration en France à l'époque de Louis XIV dans la politique économique de son ministre Colbert. Sous l'impulsion de ce dernier, l'État devient un promoteur actif dans la sphère du commerce, mais aussi de l'industrie. Colbert intervient par exemple pour abaisser les obstacles au commerce en réduisant les droits de douane intérieurs et en construisant un important réseau de routes et canaux ou encore en créant de toute pièce des manufactures dont les productions seront destinées à l'exportation.

Cette conjonction entre un pouvoir centralisateur qui vise à incarner l'État-Nation (l'État, c'est moi, disait Louis XIV) et une nouvelle classe de marchands, de banquiers, d'entrepreneurs accumulant des moyens considérables change le rapport de force au sein des sociétés européennes et fait pencher la balance en faveur de ceux qui défendent l'institution d'un marché unifié au détriment des institutions et des pouvoirs locaux. Les systèmes de protection que ces derniers avaient mis en place, toutes les règles qui garantissaient la permanence de leur mode de vie, vont être démantelées les uns après les autres par de nouvelles législations qui s'imposeront désormais à toute la nation. L'État libère le commerce « *des limites qui lui imposaient la ville et ses privilèges, pour mettre fin à deux dangers apparentés que la ville avait traités avec succès, à savoir le monopole et la concurrence* » (p. 115).

UN MARCHÉ AUTO-RÉGULÉ

Il faudra attendre d'une part la Révolution française et ses répercussions politiques à travers toute l'Europe, et d'autre part la Révolution industrielle qui, de l'Angleterre, va gagner tout le continent, pour que le marché de libre concurrence devienne la norme et dicte ses règles à l'ensemble de la société.

La doctrine qui s'impose alors (Polanyi parle de *crédo*, de croyance religieuse), est que le marché va s'autoréguler pour que chaque chose trouve son juste prix et que la prospérité générale se développe. Le grand penseur du libéralisme au XVIII^e siècle, Adam Smith, va parler de « la main invisible » du marché, pour désigner le mécanisme d'autorégulation du système par tout un jeu d'interactions économiques. Selon lui, l'ensemble des actions individuelles des acteurs économiques, qui ne sont guidées (par définition) que par leur intérêt personnel, contribuent à la richesse et au bien commun. À condition, bien entendu, que l'État laisse faire et ne vienne pas entraver par ses réglementations la libre concurrence. À condition aussi qu'en se coalisant, les ouvriers ne se mettent pas à griffer ce beau mécanisme par des revendications qui empêcheraient la fixation du juste prix du travail, qui ne peut être déterminé que par une sorte de loi naturelle, celle de l'offre et de la demande.

Adam Smith est un homme des Lumières. Il s'efforce d'appliquer aux phénomènes économiques une approche rationnelle. Une meilleure compréhension du monde doit permettre d'améliorer la condition humaine. Et Smith est sûrement convaincu que la bonne application de sa pensée favorisera « la richesse des Nations », pour reprendre le titre de son livre fondateur.

On peut effectivement lui accorder le fait que ce système du libre marché a donné à l'Occident une puissance économique extraordinaire tout au long du XIX^e siècle. Nous en savons quelque chose en Wallonie, terre charbonnière et industrielle qui a exporté sa production sidérurgique, ses tôles, ses rails, ses tubes, ses locomotives, ses machines partout à travers le monde. Nous sommes aussi bien placés pour savoir à quel point la prédation coloniale a contribué à l'enrichissement de la France ou de l'Empire britannique mais aussi du petit royaume de Belgique.

LE VICE FONDATEUR DU SYSTÈME

L'économie de marché aurait dû permettre à chacun de s'épanouir dans une société d'abondance et pourtant elle conduit au désastre. Pourquoi, se demande Polanyi. Tout simplement parce que les fondements sur lesquels la doctrine libérale repose ne sont pas justes.

Pour qu'une société de marché puisse se constituer, il faut que tout puisse s'intégrer dans un système d'échange généralisé et que donc, tout ait un prix, y compris le travail, la terre et la monnaie. Mais dire que le travail ou la terre, ou la monnaie sont des marchandises comme les autres, c'est se faire leurrer par une fiction. La critique de Polanyi est radicale. Je voudrais le citer un peu longuement.

« Le point fondamental est le suivant: le travail, la terre et l'argent sont des éléments essentiels de l'industrie; ils doivent eux aussi être organisés en marchés; ces marchés forment en fait une partie absolument essentielle du système économique. Mais il est évident que travail, terre et monnaie ne sont pas des marchandises; en ce qui les concerne, le postulat selon lequel tout ce qui est acheté et vendu doit avoir été produit pour la vente est carrément faux. (...) Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même - laquelle n'est pas produite pour la vente mais pour des raisons entièrement différentes, et cette activité ne peut pas non plus être détachée du reste de la vie, être entreposée ou mobilisée; la terre n'est que l'autre nom de la nature, qui n'est pas produite par l'homme; enfin, la monnaie réelle est simplement un signe du pouvoir d'achat (...) Aucun de ces trois éléments - travail, terre, monnaie - n'est produit pour la vente; lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif. » (pp. 122-123).

Cette fiction, qui prévaut encore aujourd'hui, a rendu possible la dissociation entre la sphère économique et la sphère politique. Pour tout ce qui est susceptible de faire l'objet d'un échange marchand, y compris les hommes et les femmes, une régulation « naturelle » se fera comme sous l'action d'une « main invisible », sans que les pouvoirs publics doivent s'en mêler. On a donc fait comme si l'économie ne pouvait mener qu'une vie propre, en dictant sa loi à la société tout entière, alors que partout et toujours, ce sont les sociétés humaines qui se sont organisées pour assurer les conditions économiques de leur survie et de leur bien être dans l'environnement qui était le leur.

« La fiction de la marchandise fournit (...) un principe d'organisation d'importance vitale, qui concerne l'ensemble de la société et qui affecte presque toutes ses institutions de la façon la plus variée; ce principe veut que l'on interdise toute disposition ou tout comportement qui pourrait empêcher le fonctionnement effectif du marché selon la fiction de la marchandise. » (p. 123).

Pour terminer cette présentation des analyses de Polanyi sur le libéralisme et ses effets, je me permettrai encore une fois de citer un long passage de *La grande transformation*, où l'auteur articule remarquablement ces deux problèmes majeurs que sont la question sociale, qui a guidé les principaux combats politiques de la gauche au XX^e siècle avec la question coloniale, et la question écologique, qui s'impose aujourd'hui dans l'urgence de notre survie collective.

« Permettre aux mécanismes du marché de diriger seuls le sort des êtres humains et de leurs milieux naturels, et même, en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de détruire la société. Car la prétendue marchandise qui a nom « force de travail » ne peut être bousculée, employée à tort et à travers, ou même laissée inutilisée, sans que soit également affecté l'individu humain qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d'un homme, le système disposerait d'ailleurs de l'entité physique, psychologique et morale « homme » qui s'attache à cette force. Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient, ainsi exposés à la société (...)

*La nature serait réduite à ses éléments, l'environnement naturel et les paysages souillés, les rivières polluées, la sécurité militaire compromise, le pouvoir de produire de la nourriture et des matières premières détruit. Et, pour finir, l'administration du pouvoir d'achat par le marché soumettrait les entreprises commerciales à des liquidations périodiques, car l'alternance de la pénurie et de la surabondance de monnaie se révélerait aussi désastreuse pour le commerce que les inondations et les périodes de sécheresse l'ont été pour la société primitive. Les marchés du travail, de la terre et de la monnaie sont sans aucun doute essentiels pour l'économie de marché. **Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'était pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable** » (pages 123-124).*

Il me semble que ces lignes suffisent pour comprendre pourquoi l'œuvre de Polanyi retient l'attention de ceux et celles qui en appellent depuis quelques décennies à une économie sociale et solidaire, prenant appui sur des formes de développement soutenables et ne contraignant pas les hommes et les femmes à perdre leur vie pour la gagner.



2—MICHEL FOUCAULT NAISSANCE DE LA BIOPOLITIQUE COURS AU COLLÈGE DE FRANCE (1978-1979)

LE DIABLE, ET APRÈS

En 1944, Polanyi croyait que le système du libre marché avait atteint ses limites et était voué à la disparition. Pourtant, il n'en fut rien. Comment le libéralisme s'est réinventé durant l'entre-deux-guerres, comment il s'est redéployé à la fin du XX^e siècle pour dicter encore sa loi aujourd'hui, Michel Foucault peut nous aider à le comprendre avec les leçons qu'il a données au Collège de France en 1978-1979 et qui ont été réunies sous le titre de *Naissance de la biopolitique*.

Le Collège de France est une institution académique très particulière, une sorte de super-université qui rassemble quelques-uns des plus éminents chercheurs de toutes les disciplines sans toutefois organiser d'examens ni dispenser de diplômes. On peut librement et gratuitement y assister à des exposés de très haut niveau. Les professeurs sont tenus de présenter des recherches en cours, et pas des matières déjà connues et bien étudiées⁵. C'est du reste cette particularité qui explique le décalage entre ce qu'annonce le titre du livre que nous allons aborder et son contenu. Foucault s'était donné pour programme d'expliquer ce qu'il entendait par biopolitique, les pratiques gouvernementales que recouvraient ce concept et comment celles-ci avaient pris corps⁶ mais, tout à ses réflexions sur la genèse du néolibéralisme, il n'en a guère eu la possibilité cette année-là. La recherche a ses propres rythmes et nécessités...

Michel Foucault était titulaire depuis 1970 de la chaire d'« Histoire des systèmes de pensée ». Avant son élection au Collège de France (car on y est choisi par l'ensemble des professeurs), il s'était fait connaître par quelques livres majeurs qui sont devenus des classiques des sciences humaines : *L'histoire de la folie à l'âge classique* (1961), *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines* (1966) ou encore *L'archéologie du savoir* (1969). Plus tard, avec *Surveiller et punir* (1975), il s'intéressera à la naissance de la prison, avant d'entamer une *Histoire de la*

⁵ Par exemple, pour l'année académique 2020-2021, le sociologue Pierre-Michel Menger se demande « Comment achever une oeuvre », dans le cadre de ses recherches sur le travail créateur ; le biologiste Chris Bowler axe ses leçons sur la « La biodiversité et les écosystèmes à travers le temps et l'espace » ; le physicien Bernard Derrida parle de « La physique des systèmes désordonnés et ses applications. » Cf. programme de l'année sur le site www.college-de-france.fr

⁶ Foucault explique dans son « Résumé du cours » publié à la suite de ses leçons ce qu'il entend par la biopolitique : c'est « la manière dont on a essayé depuis le XVIII^e siècle de rationaliser les problèmes posés à la pratique gouvernementale par des phénomènes propres à un ensemble de vivants constitués en population : santé, hygiène, natalité, longévité, races... » On trouvera une présentation assez didactique du concept de biopolitique dans l'*Encyclopaedia universalis*. (www.universalis.fr/encyclopedie/biopolitique/)

sexualité qu'il n'aura pas le temps d'achever, le virus du sida se montrant très impatient, durant les années 1980, de faire mourir ses victimes⁷.

Dans les cours dont nous allons parler, Foucault poursuit les réflexions sur l'art de gouverner qu'il a amorcées l'année précédente⁸. Ce qu'il entend par « art de gouverner », c'est « la manière réfléchie de gouverner au mieux » – c'est-à-dire une pratique concertée – et « aussi et en même temps la réflexion sur la meilleure manière possible de gouverner » – c'est-à-dire le système de pensée sur lequel se fonde cette pratique et qui, parallèlement, s'élabore à partir d'elle, dans une interaction constante entre pratique et conceptualisation.

Si, dans son approche historique, on peut légitimement établir des parallélismes entre certaines de ses analyses et celles de Polanyi, il faut préciser cependant qu'à aucun moment il ne se réfère à l'auteur de *La grande transformation*. Le seul Polanyi qu'il cite est Michael, le frère de Karel, chimiste et économiste qui, pour sa part, prôna un renouveau du libéralisme, aux côtés de Hayek ou Friedman. Les débats devaient être tendus, dans cette famille...

Foucault est philosophe. Son métier est d'inventer des concepts, de définir le plus rigoureusement possible des notions, des objets de pensée qui permettront de mieux cerner les réalités du monde qu'on veut étudier et les relations qui peuvent s'établir entre ces réalités. Quand il entend faire l'histoire de l'art de gouverner ou de ce qu'il appelle la *gouvernementalité*, il ne va pas étudier les régimes ou les gouvernements successifs d'une contrée donnée ; il ne va pas non plus examiner les idéologies comme un ensemble constitué dont il s'agirait de considérer l'évolution dans le temps, en examinant les théories qui la construisent et leur application dans les institutions et les relations sociales. Il va au-delà. Comme le ferait un archéologue pour des traces non écrites, Foucault étudie les textes, les discours, les théories aussi bien que les institutions et les pratiques, comme autant de monuments dont il s'efforcera de reconstituer la cohérence, la logique interne, la pensée sous-jacente qui rend possible leur édification.

⁷ Voir deux autofictions qui mettent en scène le personnage et la mort de Foucault : Hervé Guibert, *À l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, Gallimard, 1990 et Mathieu Lindon, *Ce qu'on aime veut dire*, POL, 2011, ainsi que la biographie rédigée par Didier Éribon, *Michel Foucault, 1926-1984*, Flammarion, 1989.

⁸ Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population, Cours au Collège de France 1977-1978*, coéd. EHESS – Gallimard-Seuil, 2004.

Comme pour Polanyi, je devrai laisser de côté divers aspects de ses réflexions, de type méthodologique notamment, ou encore philosophico-juridiques. Je renonce à les aborder tant par incapacité personnelle à appréhender sa pensée dans toute sa complexité que par un souci de transmission efficace de ce qui me paraît essentiel pour notre propos.

MERCANTILISME ET RAISON D'ÉTAT

Dans le courant du XVI^e siècle, on assiste à une forme de laïcisation du pouvoir, qui ne cherche plus (ou plus seulement) sa légitimation dans des références religieuses. Le souverain du Moyen-Âge devait « *respecter les lois divines, morales, naturelles, autant de lois qui ne sont pas homogènes ni intrinsèques à l'État* », rappelle Foucault. Il était comme un père pour ses sujets, qu'il devait aider « *à faire leur salut dans l'au-delà* » (p.6). Au XVI^e siècle, le pouvoir s'autonomise par rapport au fait religieux. Avec ce mouvement d'autonomisation, l'État se définit comme réalité intrinsèque. Il « *n'existe que par lui-même et pour lui-même, quel que soit le système d'obédience qu'il doit à d'autres systèmes comme la nature ou comme Dieu* » (p.6). Dès lors, ce qui va désormais prévaloir pour juger du bien-fondé d'une action de gouvernement, c'est la raison d'État.

On se demandait autrefois : « *Est-ce que je gouverne conformément aux lois morales, naturelles, divines* » (p.21). Aux XVI^e et XVII^e siècles, la question va se modifier et l'on se demandera plutôt si la politique qu'on mène est bonne ou non pour l'État lui-même, si elle contribue à le renforcer. En effet, explique Foucault, « *gouverner selon le principe de la raison d'État, c'est faire en sorte que l'État puisse être rendu solide et permanent, qu'il puisse être rendu riche, qu'il puisse être rendu fort en face de tout ce qui peut le détruire.* » (p.6).

L'État souverain se constitue en face d'autres États vis-à-vis desquels il se trouve en concurrence. L'armée et la diplomatie sont les deux piliers sur lesquels se fondent les interactions entre États : il faut pouvoir discuter, mais aussi montrer sa force et, au besoin, s'en servir. Ces États limitent donc mutuellement leur puissance.

En matière de gestion intérieure, de police du royaume, la raison d'État s'incarne à travers la réglementation indéfinie de toute une série de pratiques. Contrairement à ce qui se passe pour les relations entre États, rien ne s'oppose à priori à la puissance de l'État dans le territoire où s'exerce sa souveraineté.

Au plan économique, cette spécificité qu'acquiert l'État prend corps dans le **mercantilisme** dont nous avons déjà parlé. Mercantilisme qui, selon Foucault, est bien plus, bien autre chose qu'une doctrine économique, puisqu'il s'agit « *d'une certaine organisation de la production et des circuits commerciaux selon trois principes* » :

- 1 — l'État doit s'enrichir par l'accumulation monétaire
- 2 — il doit se renforcer par l'accroissement de la population
- 3 — il doit se trouver et se maintenir dans un état de concurrence permanent avec les puissances étrangères (p.7).

JURIDICTION ET VÉRIDICTION

Quand il veut dégager le sens de ce qui se joue à travers le marché, dans l'échange commercial au Moyen-Âge et encore durant tout le XVI^e et le XVII^e siècle, Foucault dit que le marché est **un lieu de justice**. Et c'est un lieu de justice à différents égards.

D'abord, dit-il, parce que c'est un lieu « *investi d'une réglementation proliférante et stricte : réglementation quant aux objets à apporter sur le marché, quant au type de fabrication de ces objets, quant aux procédures mêmes de vente, quant aux prix fixés* » (p.32). On a vu avec Polanyi comment, dès le début de l'industrialisation, marchands et pouvoir centralisateur vont unir leurs efforts pour démanteler peu à peu toutes les règles qui régissent les échanges commerciaux. Nous en reparlerons.

Si, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le marché est un lieu de « justice », ce n'est pas seulement parce qu'il faut s'y comporter justement, c'est-à-dire en respectant toutes les règles en vigueur, mais aussi parce que l'ensemble des acteurs qui participent de l'échange considèrent que le prix fixé au marché doit être un prix juste : un prix qui ne lèse personne, qui tienne compte tout à la fois du temps de travail, des besoins du marchand, mais aussi des possibilités du consommateur, qui doit pouvoir acheter ce qu'il lui faut pour subsister. On peut donc assigner une fonction redistributive à ce marché ; un prix juste permet au plus grand nombre, sinon à tous, d'avoir accès à certains biens.

Troisième raison - corrélative de la première - pour laquelle Foucault estime pouvoir dire que le marché est un lieu de justice, c'est que la réglementation mise en place visait à éviter la fraude sur la marchandise, et que la fraude faisait l'objet de sanctions.

C'est pour ces trois raisons: juste prix, réglementation et sanction de la fraude, que Foucault voit dans le marché du Moyen-Âge et encore de l'âge classique **un lieu de juridiction, un lieu et des pratiques à travers lesquelles s'énonce du droit.**

Cette configuration va acquérir un autre sens dans ce qui deviendra, avec l'industrialisation, une économie de marché. Foucault parle alors du marché comme d'un **espace de véridiction**, un lieu où s'exprime une certaine vérité: celle du prix⁹.

Au milieu du XVIII^e siècle, le marché a commencé à être décrit comme un processus naturel. Les noms en disent parfois très longs sur les mentalités. Ainsi certains des savants français qui se sont penchés alors sur les mécanismes économiques de production et d'échanges pour essayer d'en dresser un tableau systématique se sont appelés des *physiocrates*, du grec *physis* (la nature) et *kratos* (la force, le gouvernement). Étudier l'économie, c'est, selon eux, étudier comment la nature gouverne les échanges.

Ils considèrent que le marché obéit à des mécanismes naturels, c'est-à-dire spontanés. Si on contrarie cette spontanéité par des réglementations ou d'autres types d'interventions extérieures au marché, on risque d'altérer ces mécanismes, de les dénaturer. Ce serait une grave erreur car c'est par le libre échange au sein du marché, par l'ajustement sans entrave de l'offre et de la demande que se constitue la vérité des prix. Le bon gouvernement sera dès lors celui qui laisse faire les choses en matière d'échanges commerciaux, celui qui laisse s'exprimer la vérité des prix. Voilà la pensée qui s'impose peu à peu et que Foucault synthétise en écrivant: « *Les prix, dans la mesure où ils sont conformes aux mécanismes naturels du marché, vont constituer un étalon de vérité qui va permettre de discerner dans les pratiques gouvernementales celles qui sont correctes et celles qui sont erronées.* » (p.33).

On voit bien quel basculement s'opère alors dans la conception qu'on se fait de l'art de gouverner: on passe d'un système de pensée où le politique exerce une emprise sur l'économie à un système selon lequel le marché pourra exiger légitimement du politique qu'il édicte toutes les règles nécessaires pour permettre à ce marché de se développer en toute liberté. D'où le marché tire-t-il sa légitimité? Sur quoi se fonde son autorité? Sur

⁹ Un régime de véridiction, c'est « l'ensemble des règles qui permettent, à propos d'un discours donné, de fixer quels sont les énoncés qui pourront y être caractérisés comme vrais ou de faux » (p.37).

le fait qu'à travers le marché s'exprime la vérité des échanges et que si le gouvernement ne laisse pas ces échanges se dérouler en toute liberté, il va forcément développer une politique erronée, qui faussera les mécanismes naturels et donnera donc de mauvais résultats.

Toute une série de pratiques comme « *les levées fiscales, les tarifs douaniers, les règlements de fabrication, les réglementations sur les tarifs des grains, la protection et la codification des pratiques de marché* » (p.20)... tout cela était réfléchi en tant qu'exercice de droits souverains, de droits féodaux, de maintien des coutumes, en tant que moyens d'enrichir le Trésor public, nous explique Foucault. Désormais la réflexion se fera dans d'autres termes: on veillera plutôt à déterminer si ces mesures respectent les principes naturels des échanges, si le gouvernement n'en fait pas trop et, si c'est le cas, on lui demandera de ne plus intervenir ou de se contenter d'en faire le moins possible.

Le gouvernement pourrait se dérober à cette demande. Pourquoi ne le fait-il pas? Parce que ce serait contraire à la raison d'État. Parce que le libre marché lui permettra de s'enrichir et de se renforcer par rapport aux puissances étrangères, pour soutenir leur concurrence. Voilà ce qu'expliquent les penseurs de l'économie politique qui se développent à ce moment-là. L'intérêt de l'État rejoint celui des marchands et des industriels. Son enrichissement s'accompagne d'un accroissement simultané de la population d'une part et des moyens de subsistance disponibles de l'autre. Tout le monde y gagne - du moins si l'on ignore la misère qui va gangrener les villes en plein développement industriel et maintenir les classes laborieuses dans une extrême précarité.

On se rappellera que Polanyi écrivait, à propos de la transformation culturelle qui s'opère avec le développement d'un marché libéralisé: « *La transformation suppose chez les membres de la société un changement de leur mobile d'action: le mobile du gain doit se substituer à celui de la subsistance.* »

On entend comme un écho de cette réflexion dans ce qu'écrit Foucault: « *La raison gouvernementale, dans sa forme moderne, dans celle qui s'établit au XVIII^e siècle, (...) est une raison qui fonctionne à l'intérêt. Mais cet intérêt, ce n'est plus celui de l'État entièrement référé à lui-même et qui ne cherche que sa croissance, sa richesse, sa population, sa puissance, comme c'était le cas dans la raison d'État. L'intérêt au principe duquel la raison gouvernementale doit obéir maintenant ce sont des intérêts, c'est un*

jeu complexe entre les intérêts individuels et collectifs, l'utilité sociale et le profit économique, entre l'équilibre du marché et le régime de la puissance publique, c'est un jeu complexe entre droits fondamentaux et indépendance des gouvernés.» (p.46).

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL

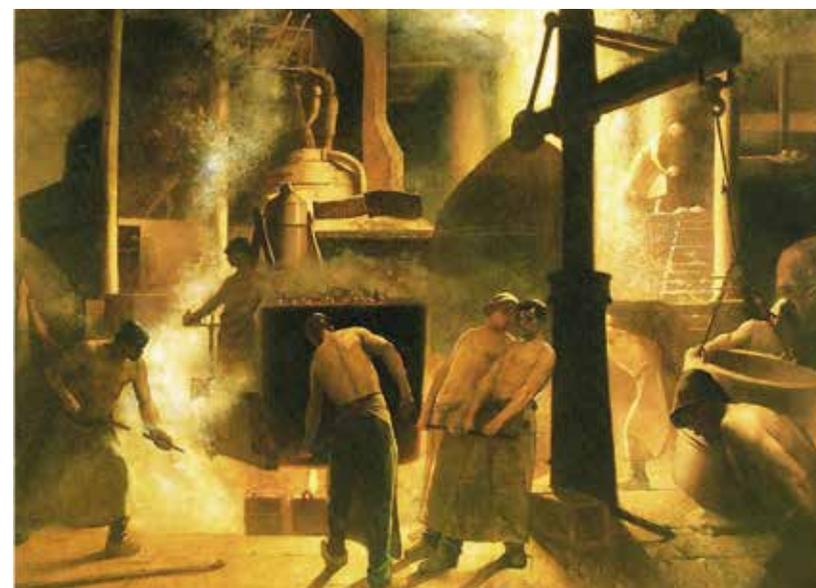
On parle de libéralisme, parce que dans cet art de gouverner qui se met en place à partir du XVIII^e siècle et s'épanouit dans les siècles suivants, la question de la liberté occupe une place de premier plan. Mais il faut d'abord s'entendre sur ce qu'est la liberté et ce qu'elle n'est pas. « *Il ne faut pas considérer, nous dit Foucault, que la liberté, ce soit un universel qui présenterait à travers le temps un accomplissement progressif ou des variations quantitatives ou des mutations plus ou moins graves, des occultations plus ou moins importantes. (...) La liberté, ce n'est jamais rien d'autre - mais c'est déjà beaucoup- qu'un rapport actuel entre gouvernants et gouvernés, un rapport où la mesure du « trop peu » de liberté qui existe est donnée par le « encore plus » de liberté qui est demandé.» (64).* On ne peut mieux dire que la liberté, c'est à la fois quelque chose de concret et de relatif.

La pratique gouvernementale qui s'organise sous les auspices du libéralisme sera productrice et consommatrice de liberté, explique Foucault. Pour fonctionner, il faut en effet qu'elle mette en place un certain nombre de libertés : « *liberté du marché, liberté du vendeur et de l'acheteur, libre exercice du droit de propriété, liberté de discussion, éventuellement liberté d'expression, etc.» (p. 65).* **Le gouvernement libéral s'occupera donc de la gestion et de l'organisation des conditions auxquelles on peut être libre.**

Le paradoxe est que ces libertés, aussitôt qu'on les met en place, nécessitent « *des limitations, des contrôles, des coercitions, des obligations appuyées sur des menaces» (p. 65).* Et Foucault d'énumérer toutes les législations conçues pour limiter les entraves au libre marché. Ainsi, rappelle-t-il, pour que le marché intérieur puisse se développer, il ne faut pas seulement des vendeurs, mais des gens capables d'acheter. Donc, à l'occasion, on va soutenir le marché en créant des acheteurs par des mécanismes d'assistance. Pour éviter les situations de monopole qui empêchent toute concurrence, interviendront des législations anti-monopoles. Et pour assurer la liberté du marché du travail, on veillera à ce que les travailleurs soient politiquement désarmés de manière à ce qu'ils ne puissent pas faire pression sur ce marché du travail. À cette fin, on leur

interdira de s'associer et de créer par ce biais un rapport de force qui leur serait favorable.

En même temps qu'on exalte la liberté du marché, se développent de nombreux mécanismes de contrôle et de répression qui peuvent être d'une grande violence. Ce que le libéralisme classique demande à l'État, ce n'est donc pas juste de laisser faire le marché, comme on le dit parfois : on attend de lui la production de tout un arsenal législatif et répressif qui rende possible, favorise et protège le libre marché. La liberté, mais seulement pour ceux qui ont les moyens d'imposer leurs règles aux hommes et femmes qu'ils dominent.



Constantin Meunier, *La Coulée à Ougrée* (vers 1885-1890), Musée des Beaux-Arts, Liège.

Avec la gouvernementalité libérale qui se développe en Angleterre avant de gagner le continent, l'Europe atteindra au XIX^e siècle une prospérité sans précédent. Son marché s'étendra à la planète entière. La colonisation, de l'Afrique à l'Amérique, au Moyen-Orient ou aux Indes, a démesurément agrandi ses possibilités de prédation en même temps qu'elle ouvrait de formidables débouchés à son industrie, par exemple pour la construction

de voies ferrées, comme celle qui a traversé l'Afrique d'Est en Ouest, gigantesque travail dont la main d'œuvre n'a coûté que la vie des hommes. L'Europe a beau s'enrichir démesurément, les conditions d'existence des ouvriers et des paysans n'en restent pas moins déplorables. Dès le milieu du siècle, la question sociale apparaît comme un enjeu politique majeur.

Foucault n'aborde pas cette époque. Après avoir étudié les caractéristiques du libéralisme classique, il fait un saut dans le temps, jusqu'au XX^e siècle, pour s'intéresser à la genèse du néolibéralisme. Son hypothèse est que le néolibéralisme, tel qu'il s'élabore dans l'entre-deux-guerres, n'est pas juste une variante du libéralisme classique, comme on le prétend parfois. Il entend montrer au contraire qu'il est le fruit d'une mutation tellement profonde qu'elle va engendrer une gouvernamentalité d'un type foncièrement nouveau.

L'ÉCONOMIE COMME CADRE DE L'ÉTAT

Pour étudier l'évolution de cette pensée libérale, Foucault reprend la question qu'il se posait à l'entame de ses cours, en lien avec l'actualité la plus récente pour lui, c'est-à-dire la politique menée à la fin des années 1970 sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing par son Premier ministre, le professeur d'économie Raymond Barre : « *De quoi s'agit-il lorsque l'on parle du libéralisme, lorsqu'on nous applique à nous-mêmes, actuellement, une politique libérale et quels rapports cela a-t-il à voir avec ces questions de droit que l'on appelle les libertés?* » (p. 25). S'il lui importe d'analyser les caractéristiques spécifiques du néolibéralisme, ce n'est pas juste pour le plaisir de faire de l'histoire contemporaine, précise-t-il. C'est parce que, si l'on applique les grilles d'analyse du passé à la situation d'aujourd'hui, sans voir en quoi celle-ci diffère des précédentes, l'action politique qu'on pourrait mener pour modifier cette situation reposera forcément sur une base erronée.

Le néolibéralisme a deux points d'ancrage que l'historien des systèmes de pensée va étudier successivement : le premier se situe en Allemagne, le second aux États-Unis.

Pour point de départ de son explication, il prend l'État de l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le pays est à reconstruire. Il faut rebâtir les villes bombardées, relancer l'économie et toute l'organisation sociale, panser les plaies morales de l'horreur nazie et d'une guerre qui, pour la seconde fois en moins de trente ans, a conduit les Allemands à la

défaite et pire encore, puisque leur pays a été séparé en deux et mis sous la tutelle de deux blocs qui ne tarderont pas à raviver leur antagonisme, avec la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis d'un côté, et la Russie soviétique de l'autre.

Sur quelle base cette reconstruction pourra-t-elle se faire ? Foucault montre qu'aux yeux de la plupart, et des puissances occupantes en particulier, l'État allemand s'est discrédité sous le régime nazi. Il ne dispose plus d'aucune légitimité et ne pourrait servir de socle à un projet susceptible de rencontrer l'adhésion du plus grand nombre. Sur quoi s'appuyer dès lors ? Sur l'économie de marché, répondent ceux qui exercent des responsabilités politiques dans la partie ouest de l'Allemagne, à la fin des années 1940¹⁰.

Foucault expose le raisonnement développé par les responsables d'après-guerre, en s'appuyant notamment sur les déclarations du conseil scientifique formé auprès de l'administration allemande de l'économie. Dans un rapport remis aux autorités en 1948, on lit cette recommandation : « *Le conseil est d'avis que la fonction de direction du processus économique doit être assumée le plus largement possible par le mécanisme des prix* » (p. 82). C'est le prix déterminé librement par le marché qui doit guider la politique économique. Le raisonnement sera donc le suivant : certes, il n'existe plus de droits historiques pour fonder un nouvel État allemand, mais si l'on crée un cadre où pourra s'exercer la liberté économique, les individus qui exercent cette liberté marqueront leur adhésion à ce cadre, ainsi qu'à toute décision qui sera prise pour assurer cette liberté économique ou pour assurer ce qui rendra possible cette liberté économique (p. 84). C'est l'idée « *d'une fondation légitimante de l'État sur l'exercice garanti d'une liberté économique* », pour reprendre les mots de Foucault (p. 85). L'économie produit de la souveraineté politique par l'institution et le jeu institutionnel qui offrent un cadre de fonctionnement à cette économie.

Foucault épingle la différence majeure entre cette conception des choses et celle qui prévalait dans le libéralisme classique. Le problème qui se pose à l'Allemagne au sortir de la Seconde Guerre mondiale, explique-t-il, est l'inverse de celui qui se posait aux économistes du XVIII^e siècle. En présence d'un État qui existait bel et bien et dont la légitimité n'était

¹⁰ Parmi ces responsables figure le député démocrate-chrétien (CDU) Ludwig Erhard, qui sera choisi en 1951 comme ministre de l'économie par le premier chancelier de la RFA, Konrad Adenauer, et considéré par la suite comme le père du « miracle économique allemand ».

aucunement mise en cause, la question était de savoir comment limiter les interventions de cet État et faire place à la nécessaire liberté économique. Le problème à résoudre pour les Allemands est exactement l'inverse : étant donné un État qui n'existe pas, comment le faire exister à partir de cet espace non-étatique qu'est celui de la liberté économique ?

Notons qu'un raisonnement équivalent sera appliqué lorsqu'il s'agira de formaliser une Union européenne. Comment faire l'Europe ? En instaurant un marché commun qui permettra aux acteurs de ce marché de se reconnaître comme des citoyens européens¹¹.

L'ÉCOLE DE FRIBOURG À LA CONQUÊTE DES ESPRITS

L'idée qu'il fallait instaurer la prééminence absolue du marché sur l'État n'était pas absolument neuve en ce milieu du siècle. Elle avait en effet été élaborée dès les années 1920 par différents économistes, juristes, philosophes, confrontés aux critiques portées alors au libéralisme sur les dégâts sociaux qu'il provoque et sur son incapacité à y remédier. On a réuni ces penseurs du néolibéralisme sous le nom d'École de Fribourg parce que nombre d'entre eux ont été professeurs à l'université de cette ville du Bade-Wurtemberg. Ils ont développé leurs théories dans une revue intitulée *Ordo* (mot qui signifie « Ordre » en latin)¹², d'où le nom d'ordolibéralisme dont on qualifie également leur doctrine, qui se distingue à divers égards du néolibéralisme américain, même si leurs fondements sont semblables.

Foucault analyse longuement le contexte sociopolitique et culturel dans lequel a pris naissance cette pensée, qui s'est trouvée confrontée au nazisme. Je n'aurai pas la possibilité ici d'en retracer le détail. Au risque de me montrer réducteur, je n'en reprendrai que quelques lignes de force.

Pour pouvoir imposer efficacement leurs idées, ces théoriciens du néolibéralisme devaient définir la série des obstacles pratiques et idéologiques auxquels ils avaient affaire.

¹¹ Quand on compare les deux processus, le difficile processus européen et celui qui a conduit au « miracle économique » allemand et *in fine* à la réunification du pays on peut se demander si Foucault ne néglige pas, dans son analyse, le rôle qu'a pu jouer en Allemagne la culture nationale - une langue commune, un riche patrimoine largement partagé... - dans l'adhésion collective au projet. On sait par exemple que les radios publiques des Länder ont été d'une importance capitale pour la relance de la littérature, par leurs commandes à de jeunes écrivains de dramatiques ou *Hörspielen* diffusées à des heures de grande écoute. On attribue du reste à Jean Monnet (par erreur semble-t-il) une phrase sur la construction européenne qui en dit long : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. »

¹² Interrompue en 1937 sous le régime nazi, la publication de cette revue scientifique reprendra en 1948, avec un sous-titre évocateur : « Revue annuelle pour l'ordre économique et social ».

De quoi se composait ce que Foucault appelle leur « **champ d'adversité** » ? Ses éléments sont de natures variables, mais tous peuvent se rattacher à un même ordre de réalité politique : l'ennemi, ce sont les diverses formes d'intervention de l'État par rapport au marché.

Comparé à la France ou à l'Angleterre, l'Allemagne est un pays jeune. Elle n'existe en tant qu'État-Nation que depuis 1871. La nation est dotée d'une identité encore fragile. Dès lors l'opinion prévalait, depuis le XIX^e siècle, qu'il ne pouvait y avoir de compatibilité entre une politique nationale et une économie libérale : c'était à l'État de dicter ses règles, y compris pour les échanges commerciaux, en se protégeant des marchés étrangers.

Pour que la nation allemande existe dans son unité, il était nécessaire de se protéger contre l'ennemi extérieur, les États rivaux, mais aussi contre cet ennemi intérieur qu'étaient susceptibles de représenter les classes laborieuses. Pour écarter tout risque de révolution, il fallait que le prolétariat soit réintégré à l'intérieur du consensus social et politique, et à cette fin qu'il bénéficie d'une protection sociale. La mise en place de ce système de protection sociale a été l'œuvre de Bismarck à la fin du XIX^e siècle.

Autre obstacle à lever : les ordolibéraux déplorent la planification de l'économie conçue pendant la guerre 14-18, qui s'est poursuivie durant les années 1920 puis a été complétée, après le krach boursier de 1929, par des interventions publiques destinées à sortir de la dépression économique.

Il faut répondre enfin aux critiques que ses adversaires adressent au libéralisme, en montrant qu'elles sont infondées. Pour ces théoriciens, les travers qu'on attribue au capitalisme, les crises récurrentes, la paupérisation des travailleurs et leur aliénation dans le travail, la constitution d'une société de masse et la désagrégation de ce qui fondait la communauté, tous ces effets néfastes ne sont pas dus au libre marché mais au fait que l'État n'a pas laissé le marché s'exprimer assez librement pour que la vérité des prix puisse se faire jour à travers lui, assurant ainsi un ordre économique et social satisfaisant.

Pour mieux discréditer les interventions de l'État, ils vont expliquer que le régime nazi, au fond, se caractérise par la croissance indéfinie d'un pouvoir étatique. C'est l'incarnation d'un hyper-État, d'un « État termite », contrôlant tout et chacun. Ce sur-État n'a fait que renforcer ce qu'il

prétendait dénoncer, parce que ce qu'il dénonce n'est autre que l'effet d'une société qui n'accepte pas le libéralisme.

À propos de cette interprétation, Foucault parle d'un coup de force idéologique. En effet, explique-t-il, le régime nazi a été tout autre chose qu'une survalorisation de l'État. Il représente au contraire une profonde mise en cause de la légitimité même de l'État. Pour les nazis, «*l'État ne pouvait, en droit, être défini que comme l'instrument de ce qui était le véritable fondateur du droit, à savoir le peuple*». Et ce peuple n'avait pas besoin de tout l'appareil administratif qui caractérise un État : il lui suffisait de suivre le Führer, à qui il était viscéralement attaché par des liens de fidélité et d'obéissance. Enfin, l'autorité reposait pour l'essentiel sur le parti et non plus sur l'État. Ces caractéristiques permettent d'affirmer que l'interprétation que les ordolibéraux font du régime nazi est totalement fautive. Mais qu'importe la vérité des faits, si on peut imposer celle des prix...

LA LOI DU MARCHÉ

Le néolibéralisme n'est pas juste une variante du libéralisme parce qu'il implique un changement radical de perspective et aboutit à un nouveau type de gouvernabilité. Désormais, il ne s'agira plus d'établir un marché sous la surveillance de l'État, mais un État sous la surveillance du marché. Celui-ci ne se bornera pas à dicter sa loi dans le champ économique, il veut en arriver à édicter les lois elles-mêmes. En effet, le véritable objectif du néolibéralisme, montre clairement Foucault, c'est une formalisation générale des pouvoirs de l'État et de l'organisation de la société à partir d'une économie de marché. Dès lors, montre-t-il, «*il ne s'agit pas seulement de laisser l'économie libre. Il s'agit de savoir jusqu'où vont pouvoir s'étendre les pouvoirs d'information politiques et sociaux de l'économie de marché*.» (p. 121).

L'enjeu est celui-là : il faut que le marché puisse dicter sa loi dans des domaines de plus en plus larges. Comment procéder, pour y parvenir ?

Pour répondre à cet objectif nouveau, il fallait apporter plusieurs changements à la doctrine libérale classique.

D'abord, ce qu'il importe de considérer dans l'approche du marché, ce n'est pas tant l'échange entre un vendeur et un acheteur que la dynamique de la concurrence, qui fait que, à qualité constante, le client portera son

choix sur le produit le moins coûteux. C'est la concurrence qui va assurer la rationalité économique.

On sait que l'accumulation des capitaux peut amener à des situations de monopole, situations qui aboutissent à la suppression de toute concurrence et donc au risque de fixation d'un prix trop élevé pour le produit ou le service qui n'a plus d'équivalent ailleurs. Mais, estiment les ordolibéraux, s'il n'est pas maintenu artificiellement par une intervention de l'État, le monopole n'est jamais qu'un faux problème, dans la mesure où le marché le réglera par lui-même. En effet, si une entreprise arrivée à une situation de monopole pratique des prix abusifs, elle ne pourra jamais le faire très longtemps, puisque apparaîtront rapidement de nouveaux concurrents, moins chers, qui attireront vers eux une partie de la clientèle. Dès lors, pour maintenir sa position, l'entreprise monopolistique aura tout intérêt à s'aligner d'elle-même sur ce que serait le vrai prix si elle se trouvait en situation de concurrence.

L'explication peut sembler byzantine. Elle sert en tout cas à montrer, encore une fois, que l'État n'a pas à intervenir sur les mécanismes du marché. En revanche, il doit tout mettre en œuvre pour que cette concurrence puisse jouer le plus librement possible. Il ne s'agira pas de lui demander de juste laisser faire. Pour que la concurrence puisse exercer pleinement ses effets, il faut un certain nombre de conditions, qu'il incombera à l'État d'aménager.

On pourrait évoquer les politiques européennes de ces dernières décennies qui ont abouti au démantèlement de différents monopoles d'État : les chemins de fer, la téléphonie ou les postes, autant de domaines qui ont vu des compagnies privées prendre leurs marques dans ce qui relevait précédemment d'une forme de service public. Il s'agit là de dépossessions de la puissance publique, de transferts de ses prérogatives au privé. Mais les mécanismes profonds qui mettent l'État au service du marché sont à chercher ailleurs. Foucault en donne un exemple particulièrement éclairant avec le problème de l'agriculture. On voit à travers lui que les néolibéraux assignent à l'État une fonction ordonnatrice : il ne doit pas intervenir sur les mécanismes du marché lui-même mais fixer le cadre le plus adéquat au développement de la concurrence.

Au début des années des années 1950, Walter Eucken, un des pères de l'ordolibéralisme, étudie le problème de l'agriculture. Il montre qu'en Allemagne, comme dans les autres pays d'Europe, l'agriculture n'a jamais été

intégrée complètement à l'économie de marché. En cause : des protections douanières rendues nécessaires par les faiblesses techniques de ces agriculteurs. On n'investissait pas suffisamment dans un outillage qui aurait augmenté la productivité en limitant le coût de la main d'œuvre, parce que cette main d'œuvre elle-même était surabondante : il y avait trop de paysans sur des terres trop morcelées.

C'est à ce niveau-là que l'État doit intervenir, en agissant « sur des données qui ne sont pas directement des données économiques mais des données conditionnantes pour une éventuelle économie de marché » (p. 146). Ainsi, puisque la population des agriculteurs est trop nombreuse, il faut la faire diminuer par des interventions qui permettront des transferts de population. Il faut former les agriculteurs à de nouvelles techniques, pour les amener à accroître le rendement des terres. Il faut modifier le régime juridique des exploitations, etc. La question qui se pose en matière d'agriculture comme de tout autre domaine d'activité est la suivante : comment modifier le cadre pour que l'économie de marché puisse intervenir pleinement ? Ces réflexions seront à la base de la politique agricole commune élaborée pour l'Union européenne par le plan Mansholt¹³.

UN CONTREPOIDS NÉFASTE... POUR LE MARCHÉ

Un autre type de « données conditionnantes » sur lequel les ordolibéraux veulent que les États interviennent, en adoptent une attitude réformatrice¹⁴ pour déterminer de nouvelles règles de fonctionnement, c'est la problématique de la protection sociale. Que ce soit sous l'égide de Bismarck en Allemagne puis sur une large partie du continent ou de

¹³ En 1968, le commissaire européen à l'agriculture, Sicco Mansholt, préconise « de réformer et de moderniser les méthodes de production et d'augmenter la taille des petites exploitations condamnées, selon les experts communautaires, à disparaître à plus ou moins brève échéance. L'objectif du plan est d'encourager près de cinq millions d'agriculteurs à quitter leur ferme, de favoriser une redistribution de terres ainsi rendues disponibles afin de permettre l'accroissement des parcelles familiales restantes. (...) Au-delà des mesures en faveur de la formation professionnelle, Mansholt prévoit aussi des programmes sociaux pour la reconversion professionnelle et en cas de retraite anticipée. Il invite enfin les États membres à limiter les aides directes aux exploitations peu rentables. » Source : [CVCE- Université de Luxembourg](#).

¹⁴ Il ne faut pas négliger le fait que, prenant le contre-pied des socialistes, les libéraux se définissent volontiers comme progressistes. Ainsi, le philosophe français Louis Rougier déclarait en 1938 : « être libéral, ce n'est donc nullement être conservateur, dans le sens du maintien des privilèges de fait résultant de la législation passée. C'est, au contraire, être essentiellement progressiste dans le sens d'une perpétuelle adaptation de l'ordre légal aux découvertes scientifiques, aux progrès de l'organisation et de la technique économique, aux changements de structures de la société ; aux exigences de la conscience contemporaine. » (cité par Foucault, p. 167).

Beveridge en Angleterre, les États ont élaboré depuis la fin du XIX^e siècle des politiques sociales, envisagées, nous dit Foucault, comme « des contrepoids à des processus économiques sauvages dont on admet qu'en eux-mêmes ils vont produire des effets destructeurs sur la société » (p. 147). L'objectif est de parvenir, par diverses mesures, à réduire les inégalités entre les gens.

Les instruments de cette politique sociale sont de type redistributif : pour financer collectivement les soins de santé ou la culture, ou pour attribuer certaines allocations à ceux qui pour une raison ou pour une autre ne sont pas en mesure de gagner leur vie en travaillant. Si la croissance est forte, ces dépenses socialisées auront tendance à augmenter. Puisque le gâteau est plus gros, il est juste que même les plus pauvres, surtout les plus pauvres, en aient une plus grosse part, ou plus exactement que leur part soit elle aussi plus grosse, en proportion.

Les ordolibéraux vont mettre cette logique radicalement en cause. Puisque la concurrence est le moteur du marché, les inégalités sont saines et nécessaires, affirment-ils. Elles permettent notamment de faire jouer la concurrence entre les travailleurs ou entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, pour limiter les coûts de production. Et en ce qui concerne les ventes, pourrait-on ajouter, elles aident à raviver sans cesse le désir de consommer au-delà de ses moyens, en usant et abusant du crédit, dans une forme de parade sociale elle aussi concurrentielle et distinctive.

Au regard du marché, c'est donc mener une politique erronée que de vouloir tenter de réduire les inégalités par la socialisation des revenus. Les formes de sécurisation ne doivent pas provenir du collectif. Elles doivent au contraire être privatisées et s'appuyer sur des assurances individuelles : à chacun selon ses moyens.

La seule protection sociale qui tienne ne peut venir que de la croissance économique. « C'est la croissance économique, résume Foucault, qui, à elle seule, devrait permettre à tous les individus d'atteindre un niveau de revenus qui leur permettrait ces assurances individuelles, cet accès à la propriété privée, cette capitalisation individuelle ou familiale, avec lesquels ils pourraient éponger les risques » (p. 150). Cette politique de privatisation de la protection sociale était déjà amorcée sous la présidence de Giscard d'Estaing, par exemple, par l'instauration d'incitations fiscales à l'épargne-pension. Et l'on sait très bien que les attaques contre les acquis sociaux se

sont multipliées depuis lors, au profit notamment des assureurs, qui très souvent s'intègrent dans de grands groupes financiers.

Comme nous l'avons vu plus haut, Polanyi pressentait déjà les limites écologiques de cette croissance indéfinie, dont nous constatons chaque jour un peu plus les effets brutaux et destructeurs sur notre environnement naturel, sur nos vies mêmes : pollution de l'air, des eaux et des sols, réduction alarmante de la biodiversité, désertification d'immenses territoires suite au réchauffement climatique, bouleversement des écosystèmes, propagation aux humains de virus inconnus... Si l'on veut, malgré tout, se montrer optimiste, on peut cependant formuler l'hypothèse qu'en bonne logique libérale, le problème de la protection sociale se réglera de lui-même, dès lors qu'il n'y aura plus d'humains à protéger.

LE NÉOLIBÉRALISME, VERSION ANGLO-SAXONNE

Ce qui rend la pensée de Foucault si précieuse, c'est la justesse et la grande précision de ses analyses, dont nous sommes peut-être plus à même que ses contemporains immédiats de mesurer la pertinence, parce que certains faits relativement peu perceptibles à son époque sont devenus massifs. L'histoire la plus récente lui a donné parfaitement raison.

Les réflexions que le philosophe développe sur la figure de l'entrepreneur et le rôle central que celle-ci est amenée à jouer dans la société selon la conception néolibérale constituent un bel exemple de la puissance prédictive de ses analyses. C'est surtout dans les cours consacrés au néolibéralisme américain, à la fin de l'année académique 1978-1979, que Foucault va s'intéresser à cette figure.

Le libéralisme fait intrinsèquement partie de l'histoire de l'Amérique. Les premières révoltes contre le pouvoir britannique étaient en effet fondées sur des revendications relatives à la liberté de marché. Ainsi, avant même la guerre d'Indépendance, l'obligation d'acheter du thé exclusivement auprès de la Compagnie des Indes, seule habilitée à vendre ce produit aux colonies anglaise, a suscité en 1773 une première insurrection connue sous le nom de « Boston Tea Party ». Lors de cette révolte, des navires anglais furent délestés de leur cargaison de thé et ce thé jeté à la mer : une mer qui acquit ce jour-là un goût particulièrement *delicious, isn't it ?* L'appellation « Tea Party » a été reprise sous la présidence d'Obama par un mouvement politique ultra-libéral dont font partie de nombreux élus républicains tels que Sarah Palin ou Mike Pence, vice-président des États-Unis aux côtés de Donald Trump.

Dans le monde anglo-saxon, explique Foucault, la pensée néolibérale s'est développée en réaction aux politiques d'intervention de l'État, avec en point de mire le *New Deal* promulgué en 1933-1934 par le président Roosevelt pour relancer l'économie américaine après la crise de 1929, puis, durant la guerre, le plan Beveridge et les projets d'interventionnisme politique et social élaborés au Royaume-Uni : pour offrir un pacte de sécurité aux gens qui partaient sur les champs de bataille. Les néolibéraux visent en outre tous les programmes destinés à lutter contre la pauvreté et la ségrégation ou à soutenir l'éducation, tous susceptibles d'accroître le rôle de l'administration fédérale. Ainsi, le Tea Party s'est montré radicalement hostile aux mesures de l'*Obama Care* visant à assurer à la population, et surtout aux plus démunis, une relative protection sociale.

Les théories néolibérales ont été principalement forgées à l'université de Chicago, où enseigne Milton Friedman (prix Nobel d'économie en 1976), d'où le nom d'École de Chicago sous lequel sont rassemblés ses partisans. D'où aussi l'appellation de « Chicago Boys » donnée aux économistes chiliens formés à cette école qui ont soutenu la dictature de Pinochet, au Chili¹⁵. Ce pays est devenu, après le coup d'État militaire du 11 septembre 1973, un laboratoire grandeur nature pour l'application sans contrainte des théories néolibérales, puisque toute résistance sociale y avait été bâillonnée ou éliminée.

L'École de Chicago a retenu nombre d'apports des néolibéraux européens. Les contacts entre les deux groupes furent renforcés du fait que beaucoup d'intellectuels allemands ou autrichiens se sont exilés à l'arrivée des nazis au pouvoir, pour gagner la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, Friedrich Hayek, autre prix Nobel d'économie (1974), sera professeur à l'université de Chicago et de Londres avant de retourner enseigner à Fribourg. Parmi ses plus grands admirateurs figure Margaret Thatcher, qui découvre son œuvre dans les années 1940 et s'en inspirera fortement durant ses mandats de Première ministre, à partir de 1979, pour effectuer de nombreuses privatisations (dont celle du rail) ou affaiblir les syndicats.

¹⁵ Concrètement, les économistes de Chicago négocient dans les années 1950 un accord avec l'université pontificale catholique du Chili. Les étudiants chiliens y suivent une formation en économie organisée en partenariat avec l'université de Chicago. Dans le cadre de cet accord, des professeurs américains viennent enseigner à Santiago, une bibliothèque moderne est financée sur place et des bourses sont octroyées aux meilleurs étudiants pour qu'ils puissent aller faire un doctorat à Chicago. Certains d'entre eux seront de proches conseillers de Pinochet et élaboreront cette politique économique que Friedman qualifiera de « miracle chilien ».

UNE SOCIÉTÉ D'ENTREPRENEURS

Résumons les choses. Le gouvernement ne doit pas agir pour réguler le marché ou faire contrepoids à ses effets destructeurs. Il doit intervenir sur la société « *pour que les mécanismes concurrentiels, à chaque instant et en chaque point de l'épaisseur sociale, puissent jouer le rôle de régulateur* » (p. 151). À cette fin, c'est la société tout entière qui doit être organisée sur le modèle d'une entreprise dont chaque entité soit susceptible d'entrer en concurrence avec d'autres entités du même ordre, aussi bien pour ce qui relève de la production de consommables de toute espèce que pour ce qui concerne la reproduction sociale, des soins aux petits enfants à la prise en charge des personnes les plus âgées. Au final, l'objectif est que chacun se construise comme entrepreneur de soi-même, doté d'un capital humain, de ressources personnelles qu'il devra faire fructifier¹⁶. De cette manière, « *on laisse aux gens la possibilité de travailler s'ils veulent ou s'ils ne veulent pas. On se donne surtout la possibilité de ne pas les faire travailler, si on n'y a pas intérêt* » (p. 213).

Cette mise en avant de la figure de l'entrepreneur est due à la manière dont les néolibéraux réintroduisent le travail dans le champ de l'analyse économique. L'économie politique traditionnelle n'avait jamais pensé le travail autrement qu'en le réduisant au facteur temps : l'ouvrier vend sa force de travail pour un certain temps et contre un salaire établi en fonction d'une certaine situation de marché qui correspond à l'équilibre entre l'offre et la demande de force de travail. Marx montre que le travail accompli par l'ouvrier crée une valeur dont une partie lui est extorquée. Le travailleur se fait donc exploiter. Il est en outre aliéné par un travail que la logique du capital réduit à une abstraction, amputée de toute sa réalité humaine. Dans cette logique, le travail est un produit marchand comme un autre.

L'analyse économique classique se donnait comme objet l'étude des mécanismes de production et d'échanges et de la consommation. Pour repenser le travail, les néolibéraux entendent changer la donne en redéfinissant ce qui doit faire le véritable objet de l'étude économique. Pour eux, l'analyse économique doit s'intéresser « *à la manière dont sont allouées des ressources rares à des fins qui sont concurrentes, c'est-à-dire à des fins qui sont alternatives, qui ne peuvent pas se superposer les unes aux autres* » (226). Une position que lord Lionel C. Robbins, professeur à la London School of Economics, définit en ces termes : « *L'économie, c'est*

la science du comportement humain, la science du comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares, qui ont des usages mutuellement exclusifs » (cité par Foucault, p. 228).

Il s'agit donc d'analyser des comportements humains et la rationalité interne de ces comportements : « *quel est le calcul qui a fait qu'étant donné des ressources rares, un individu ou des individus ont décidé de les affecter à telle fin plutôt qu'à telle autre ?* » (229).

Dans cette perspective, il faut reconsidérer le travail en fonction du travailleur lui-même ; il faut voir en ce travailleur « *non pas un objet, l'objet d'une offre et d'une demande sous la forme de force de travail, mais un sujet économique actif* », explique Foucault en décortiquant la conception libérale (229). La question sera dès lors d'examiner « *comment celui qui travaille utilise les ressources dont il dispose* » (229).

Le raisonnement développé par ces penseurs néolibéraux peut se résumer en ces termes : Pourquoi les gens travaillent-ils ? Pour avoir un revenu. Or le revenu, c'est le produit ou le rendement d'un capital. De quoi se compose le capital chez un travailleur : « *c'est l'ensemble de tous les facteurs physiques, psychologiques qui rendent quelqu'un capable de gagner tel ou tel salaire* ». Décomposé du point de vue du travailleur en termes économiques, précise Foucault, le travail comporte d'un côté un capital, c'est-à-dire une aptitude, une compétence, et de l'autre un revenu, un salaire (230).

Tout l'intérêt de l'humain, dans la logique du marché, c'est donc le capital qu'il représente. Mais c'est un capital incarné et indissociable de l'individu qui l'incarne. Il est donc de la même nature qu'un capital investi dans une machine, un outil de production. Un capital sous la forme de compétences diverses investi dans un corps affecté à de la production de valeur, c'est cela un travailleur. Un outil, cela s'entretient. Les programmes de formation, de mise à jour des compétences servent à l'entretien et au développement de ce vivant capital, comme le savent les responsables des ressources humaines au sein des entreprises. Et un outil, cela se jette aussi, pour être remplacé par une machine plus récente, plus performante, qui réduira les coûts de production : place aux jeunes.

De proche en proche, c'est l'ensemble de l'activité humaine, qui peut être envisagée sous l'angle entrepreneurial. En effet, comment se forme le capital humain ? Par le biais d'investissements éducatifs, investissements

¹⁶ Un statut d'auto-entrepreneur a été créé en France en 2008, statut qui permet qu'un individu soit considéré comme une micro-entreprise.

qui sont bien plus larges que l'apprentissage scolaire ou professionnel. L'investissement se traduit également dans le temps que les parents consacrent à leurs enfants. Le simple temps de nourrissage, le temps d'attention et d'affection consacré par les parents à leurs enfants peuvent donc être analysés en termes d'investissements susceptibles de constituer un capital humain. *Love is money.*

Le même raisonnement peut s'appliquer aux soins de santé, qui permettent d'améliorer et de conserver le capital humain – en considérant, bien entendu, que les établissements de soin doivent eux-mêmes être des entreprises rentables et compétitives, ce qui impliquera que les traitements les plus coûteux soient réservés à ceux qui ont les moyens de se les payer. Pas question de recourir à des mécanismes de redistribution qui garantiraient à tous un accès égalitaire à l'hôpital.

Ce n'est pas seulement la sécurité sociale qui est mise en cause dans une société d'entrepreneurs, mais aussi le système de protection en vigueur dans le modèle fordiste, où, en échange de sa subordination, le salarié avait la garantie d'une relative sécurité d'emploi, d'un taux de salaire constant, d'une assurance professionnelle financée par son employeur pour les accidents du travail. En remplaçant le salarié par un *freelancer*, on garde la possibilité de recourir aux travailleurs, aux machines à produire de la valeur, sans devoir pour autant en assumer l'entretien, et en pouvant les utiliser en flux tendu, uniquement quand leur intervention est susceptible d'être la plus rentable. Les plate-formes de livraison à vélo sont une parfaite illustration de cette évolution. Niant tout rapport de subordination, elles refusent de salarier les travailleurs à leur service, qui sont contraints dès lors d'opter pour le statut d'indépendant, sans la moindre garantie pour leur avenir professionnel : cercle infernal de la précarité¹⁷.

On sait qu'aujourd'hui, c'est sur le développement des ressources humaines, en particulier pour augmenter la capacité des travailleurs à maîtriser de nouvelles technologies, que se fondent pour l'essentiel les objectifs mondiaux de croissance économique. Après avoir impacté profondément les métiers de l'industrie, la révolution numérique a gagné le secteur des services. Même les professions intellectuelles, comme les

journalistes ou les juristes, qui se croyaient le moins menacées en raison de la haute qualification requise pour l'exercice de leur métier, voient leurs territoires de compétence être progressivement occupés par de puissantes machines capables de traiter l'information en un temps record et de générer automatiquement la rédaction de documents divers, au besoin en plusieurs langues.

La spectaculaire augmentation de productivité due aux systèmes informatisés se traduit par une forte diminution des emplois disponibles, à l'échelle locale ou globale : on sait qu'un emploi créé par Amazon en fait disparaître deux dans le commerce traditionnel. Dans ces circonstances, il s'agit pour les travailleurs de se montrer toujours plus concurrentiel. Les en veillant à augmenter autant qu'ils et elles le peuvent leur capital de compétence. Quant à ceux qui n'en ont pas la possibilité, ils devront se contenter de petits boulots précaires et sans intérêt, de *bullshit jobs*, comme les appelle l'anthropologue David Graeber, des emplois à la con dans lesquels il est impossible de trouver la moindre source d'épanouissement personnel.

La crise sanitaire que nous vivons depuis le printemps 2020 aura au moins permis de faire advenir la question de ce que sont le travail et les métiers essentiels : essentiels pour qui et dans quel intérêt ?

¹⁷ Pour une présentation des caractéristiques du travailleur freelance contemporains, voir Sergio Bologna, *Le mouvement des freelances : origines, caractéristiques et développement*, éd. Smart, 2016. Pour les coursiers à vélo, voir notamment Adrian Jehin, « Coursiers à vélo et Deliveroo : les enseignements d'un combat social », éd. en ligne Smart, 2018 et Anne Dufresne, *Coursiers de tous les pays, unissez-vous!*, éd. en ligne Smart, 2018.



Carmelo Virone, *La main squameuse (cauchemar d'Adam Smith)*, 2020.

3—CONCLUSION QUEL INTÉRÊT?

UNE CONSTRUCTION HISTORIQUE

Les perspectives ouvertes par le livre de Polanyi et les leçons de Foucault nous permettent de mieux appréhender le libéralisme en tant que construction historique fondée sur la croyance en la vérité du marché, vérité dont dépendrait sa capacité à exercer une action efficace en faveur de la prospérité de tous et de chacun.

Pour l'essentiel, ce que Polanyi qualifie de *credo* a prévalu à travers les siècles, même si le libéralisme a muté. En effet, comme le montre Foucault, la pensée libérale modelée dans l'entre-deux-guerres à partir d'une révision radicale de l'héritage classique met désormais l'accent sur la différenciation concurrentielle plutôt que sur l'échange. En outre, elle entend placer l'action de l'État sous le contrôle du marché quand les libéraux d'autrefois se contentaient de vouloir limiter l'intervention publique dans l'économie. Pour les néolibéraux, le gouvernement doit se garder de toute ingérence dans le processus économique lui-même pour se consacrer exclusivement - mais très activement - au cadre qui assure le bon fonctionnement du marché. De l'un à l'autre cependant, la primauté de ce marché demeure.

Loin de chercher à réduire les inégalités, les théoriciens néolibéraux considèrent au contraire que celles-ci constituent un moteur essentiel de la dynamique entrepreneuriale. L'État néolibéral, celui dans lequel nous vivons, se doit donc d'établir un cadre efficace pour le maintien de ces inégalités, par exemple en évitant que l'école serve trop facilement d'ascenseur social pour les enfants les plus pauvres ou en attisant, par une dérégulation du droit de travail, la concurrence entre salariés, étudiants et *freelancers* employés en sous-traitance.

S'il n'est plus habilité à intervenir sur le marché, le gouvernement en mode néolibéral garde pour champ d'action ce qu'on appelle la société ou la société civile. La société est inhérente à l'humanité. L'humain est par définition un être social¹⁸, relié aux autres par toutes sortes de liens culturels, matériels et affectifs. Les intérêts qu'on y promeut ne sont pas forcément des intérêts égoïstes, loin de là. Alors que le marché n'a pas de frontières, la sociabilité se vit dans des rapports de proximité, basés pour

l'essentiel sur un territoire particulier, et en fondant des communautés particulières, quand bien même cette proximité passerait par l'internet¹⁹.

Une forte tension s'instaure entre le monde de l'économie et la société. Nous l'avons vu, Polanyi épinglait les effets délétères de cette dissociation, qui conduit à des inégalités meurtrières, à d'écrasantes dominations, à la dislocation des liens sociaux, à la destruction de la planète. Pour sa part, Foucault note que « *plus on va vers un État économique, plus paradoxalement le lien constitutif de la société civile se défait et plus l'homme est isolé par le lien économique qu'il a avec tout le monde et avec n'importe qui.* » (p. 307).

Le marché, il faut le répéter, n'est pas une fatalité, une donnée inéluctable issue de l'évolution naturelle des choses, mais au contraire le fruit d'un arsenal juridique et politique minutieusement élaboré au profit d'intérêts déterminés et constamment adapté aux besoins des classes dominantes en fonction des réalités nouvelles, technologiques en particulier.

DES ENDROITS OÙ AGIR

Les deux œuvres maîtresses que nous avons parcourues ne proposent pas de programme pour une action politique : ce n'est pas leur propos, ni d'ailleurs le but de ce travail. Mais leurs analyses précises de ce qui a fait advenir le monde dans lequel nous vivons nous aident à mieux cerner les endroits où nous pouvons agir pour le transformer, sans nous tromper d'adversaire ou de cible.

Certes, les temps ont changé. Le contexte dans lequel nous vivons n'est plus - ou plus entièrement - le même que celui dans lesquels les deux penseurs ont développé leurs réflexions, à quelques décennies d'intervalle. Des approches plus récentes comme celles de Thomas Piketty permettent sans doute de mieux appréhender dans leur globalité les réalités du *Capital au XXI^e siècle* et l'idéologie qui sous-tend les régimes inégalitaires²⁰.

Les décryptages historiques de Polanyi et de Foucault sur la manière dont le libéralisme s'est constitué et implanté n'en conservent pas moins toute

¹⁸ Voir Mathieu Bietlot, *Société versus dissociété : (1/3) Des origines de la société à la dissociété ; (2/3) Les impasses et les pressions du présent ; (3/3) L'inscription des processus collectifs dans l'avenir*, Ed. en ligne Smart, 2020

¹⁹ De nombreuses études ont mis en évidence le fait que les réseaux sociaux renforçaient la prédominance du rapport au même ou au proche plutôt que l'ouverture au différent ou à l'inconnu.

²⁰ Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013 - Capital et idéologie, Seuil, 2019.

leur pertinence, et parfois avec une évidence plus grande aujourd'hui qu'hier. Ainsi, le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources naturelles, l'amenuisement et l'uniformisation du vivant, tous ces désastres écologiques qui pèsent sur nous comme de tragiques menaces pour la survie même de notre espèce nous rendent plus sensibles à l'avertissement de Polanyi quand il évoquait les dangers funestes qu'on court à considérer la terre comme une simple marchandise. Ainsi, la précarité à laquelle sont condamnés nombre d'auto-entrepreneurs nous ouvre encore davantage les yeux sur l'impasse où conduit la vision néolibérale, finement décrite par Foucault, du travailleur en tant qu'entrepreneur de soi.

Ces travaux ont en outre l'avantage de nous rappeler que tout ce qui a été construit peut être défait et remplacé par d'autres constructions qui s'appuieront – on peut l'espérer et le vouloir – sur des constats plus justes, des analyses plus attentives à la complexité du vivant, des dispositifs vecteurs d'égalisation des droits, des narrations porteuses de valeurs plus fraternelles. L'histoire n'est pas finie. Le libéralisme et sa vision délétère du progrès humain ne constituent pas, pour notre temps, « un horizon indépassable ».

Polanyi et Foucault ont mis en évidence la mutation culturelle fondamentale qui s'opère avec la naissance du modèle libéral. Le premier parle du « *mobile du gain* », qui prend le pas sur toute autre considération comme moteur de l'activité économique. En philosophe, Foucault évoque une « *nouvelle définition du sujet* » : on voit apparaître un sujet qui n'est plus défini en fonction de références religieuses, par « *l'opposition de l'âme et du corps ou par la présence d'un noyau de conscience plus ou moins marqué par la chute ou le péché* », mais un sujet qui se définit par sa capacité à agir librement, en opérant des choix dictés par sa subjectivité et au final par son intérêt individuel. « *Le principe d'un choix atomistique et inconditionnellement référé au sujet lui-même, c'est cela qu'on appelle l'intérêt* » (p. 277).

La rapidité et l'ampleur des changements climatiques, la violence croissante de rapports sociaux fondés sur l'inégalité, la barbarie à laquelle conduit le libre jeu des intérêts individuels nous invitent à inventer dans l'urgence d'autres manières de vivre ensemble et d'habiter la planète, en considérant que notre survie et celle de nos proches descendants dépendront de notre capacité à trouver des moyens de défendre nos intérêts collectifs et à créer de nouvelles alliances avec l'ensemble du monde vivant.

On a vu que la concurrence avait été érigée en vertu cardinale par le libéralisme. Et l'on sait que cette concurrence est partout à l'œuvre : entre États, entre firmes commerciales, entre travailleurs au sein de l'entreprise, entre travailleurs de différents pays... Des concours de chant aux compétitions sportives, le jeu de la concurrence occupe également une place prépondérante dans nos loisirs. On apprend dès l'enfance à se mesurer à l'autre, à se dépasser soi-même jusqu'à se montrer capable de dégainer plus vite que son ombre (mais il y faut tout de même un peu de chance), on s'astreint à se forger une mentalité de gagnant, en n'affichant pour les *loosers* que mépris ou pitié... Comme toutes les vertus, en effet, la concurrence doit se formater et se cultiver. Mais d'autres modèles sont possibles. Chaque société se fait un certain idéal de l'humain, des qualités auxquelles doivent tendre les hommes et les femmes. C'est cet idéal « qui est le pôle de l'éducation », selon le sociologue Émile Durkheim. Pour lui, l'éducation est le moyen par lequel chaque société « prépare dans le cœur des enfants les conditions essentielles de sa propre existence »²¹. Cette éducation peut se poursuivre de façon permanente à travers des engagements et des combats communs. Il ne s'agit pas, comme dans la perspective néolibérale, de se doter individuellement d'un capital de compétences qui permette de se positionner avantageusement dans un parcours concurrentiel, mais plutôt d'acquérir des outils politiques – théoriques et pratiques – qui favorisent les processus d'émancipation collective. Nul doute que, si nous voulons que la société change de cap pour assurer notre survie, il nous faudra sans attendre nous forger une solide culture de la solidarité, en n'hésitant pas à chercher dans le monde ancien ce qui lui peut nous être utile pour demain.

En ce qui concerne le travail et sa marchandisation, le modèle de la coopérative ouvrière est une source d'inspiration pour un changement social d'envergure. Fondée sur une association libre et tirant profit de la collaboration plutôt que de la concurrence, la coopérative de travailleurs inscrit la mutualisation et la démocratie économique dans ses principes de fonctionnement (une personne, une voix). Elle participe au développement d'une économie solidaire tout en laissant place à la liberté et à la créativité des individus. Espace relationnel de travail, espace de débat où les décisions les plus importantes sont prises démocratiquement, cette coopérative donne à ses membres la force du collectif en même temps qu'elle leur permet d'accéder, en tant que

²¹ Paul Fauconnet, « Introduction. L'œuvre pédagogique de Durkheim », in Émile Durkheim, *Éducation et sociologie*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1922

salariés, à un système de sécurité sociale qui, malgré les attaques dont il fait l'objet, reste relativement protecteur.

Le droit est l'un des domaines où notre imagination devra se montrer active : pour créer un droit du commun, ainsi que le revendiquent Isabelle Stengers et Serge Gutwirth²² ou de nouveaux droits de propriété solubles dans le temps, comme le préconise Emmanuel Dockès²³ ; pour renforcer et internationaliser des mécanismes de sécurité sociale fondés sur la solidarité ; pour créer des dispositifs de démocratie économique au sein des entreprises ; pour légitimer l'occupation par des citoyens de territoires érigés en ZAD (zones à défendre), au nom de l'intérêt général... Dans tous ces cas, il s'agit en effet, comme l'écrivent les Actrices et Acteurs des Temps présents dans leur manifeste, de « fabriquer (...) une nouvelle légitimité »²⁴.

Les pistes sont nombreuses même si demeure sous-jacente la question des rapports de force : comment parvenir à les inverser pour être en mesure de mettre fin au système capitaliste, alors que l'accumulation de capital aux mains de quelques-uns n'a jamais été aussi imposante ? Nous ne pourrions répondre à cette question que par des actions et des réflexions collectives, d'où pourront surgir des propositions qui nous permettront d'apporter au monde notre part de joie.

²² Serge Gutwirth et Isabelle Stengers, « Le droit à l'épreuve de la résurgence des communs » in *Revue juridique de l'environnement* 2016/2 (Volume 41), pages 306 à 343.

²³ Emmanuel Dockès, *Voyage en misarchie. Essai pour tout reconstruire*, éd. du Détour, 2017

²⁴ Acteurs et Actrices des Temps présents, *Pays dans un pays : un manifeste*, Bruxelles, éd. des Actes, 2019, p.47.

SOURCES ET RESSOURCES

Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, Collection *Bibliothèque des Sciences humaines*, 1983 (rééd. Coll. Tel, 2009)

Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, coéd. EHESS, Gallimard, Seuil, 2004

Acteurs et Actrices des Temps présents, *Pays dans un pays : un manifeste*, Bruxelles, éd. des Actes, 2019

Sergio Bologna, *Le mouvement des freelances : origines, caractéristiques et développement*, Ed Smart, coll. Les Cahiers, 2016

Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014

Emmanuel Dockès, *Voyage en misarchie. Essai pour tout reconstruire*, Paris, Ed. du Détour, 2017

Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France (1977-1978)*, coéd. EHESS, Gallimard, Seuil, 2004

Serge Gutwirth et Isabelle Stengers, « Le droit à l'épreuve de la résurgence des communs » in *Revue juridique de l'environnement* 2016/2 (Volume 41), pp. 306 à 343.

Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, Paris, La Découverte, 2018

Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013 - *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019

Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond / La Découverte, 2009

Remerciements

Ce texte a bénéficié de la relecture de Joëlle Baumerder, Mathieu Bietlot, Paul Hermant, Julek Jurowicz, Germain Lefebvre, Stéphane Veyer et Aude Virgo. Merci à elles et à eux pour les corrections qu'ils et elles y ont apportées et pour les critiques, commentaires, suggestions, discussions qui en ont nourri l'écriture.

Dans la même collection

Sergio BOLOGNA, *Le mouvement des freelances : origines, caractéristiques et développement*

COLLECTIF, *Espaces partagés, du travail à la fête*

COLLECTIF, *Le métier de journaliste. De la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*

COLLECTIF, *Formation professionnelle et formateurs en Belgique. Enjeux et perspectives*

COLLECTIF, *Musicien·ne : quelques réalités du métier*

Tatiana DEBROUX, *Petite(s) histoire(s) des artistes en ville*

Jérôme TOUSSAINT, *Pour une extension de la couverture sociale*

Jef VAN LANGENDONCK, *Repenser la sécurité sociale*

Dirk VERVENNE, *Droits d'auteur et liberté d'usage. Deux réflexions*

KARL POLANYI ET MICHEL FOUCAULT: DEUX PENSÉES POUR S'ARMER CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Si nous voulons que notre action soit efficace, il nous faut connaître de la façon la plus exacte possible le cadre dans lequel nous la déployons et sur quoi portent ses effets. Le cadre mondial de nos vies aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle le néolibéralisme, néo, pour le distinguer du libéralisme classique.

Cette étude parle du libéralisme et du néolibéralisme à partir de l'enseignement que l'on peut tirer de deux livres essentiels et très complémentaires, même s'ils rayonnent et agissent dans des sphères intellectuelles et sociales assez différentes.

Polanyi, Foucault : leurs analyses nous permettent de mieux appréhender le libéralisme en tant que construction historique dont on peut décrire très précisément les fondements. Et savoir comment une chose a été construite permet d'imaginer comment elle peut être défaite.

Prix de vente : 2 €